ISSN · 0151-5772

Ceux qui mènent au naufrage politique ▶ Page 4.

Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 16 SEPTEMBRE 2026 - N° 1328 – 56e ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE — DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Le roi du divertissement

Mitterrand a sa pyramide du Louvre ; Chirac son musée des Arts premiers ; au bout de dix ans, Macron n'a rien à quoi léguer son nom. La reconstruction de Notre-Dame de Paris ? Alors que Paris se prépare à accueillir le pape de Rome sur les Champs-Élysées, le palais de l'Élysée déroule le tapis rouge au seigneur de La Mecque : *Panem et circenses*.

Avant qu'un Macronland à la gloire de *Dragon Ball* voie le jour, dans cinq ans ou jamais, seul un « protocole d'accord » a été signé *« pour explorer le développement d'une nouvelle destination de divertissement à usage mixte »*. Tout le reste est de l'esbroufe. Les six milliards d'euros n'existent que dans la tête des lobbyistes très actifs sur le sujet. Valérie Pécresse a levé un coin du voile (non islamique) en révélant que le travail en secret remontait à dix-huit mois. Or, l'Arabie saoudite n'est plus aussi riche, surtout dans la conjoncture actuelle. Le prince héritier a dû abandonner ses projets les plus spectaculaires, en dur, comme sa ville nouvelle, pour se recentrer sur du *soft power*, hypermondialisé de Hollywood à Tokyo. Paris, pour lui, n'est qu'une option, un simple médium, voire un péplum.

Heureusement, du côté du monde réel, 21 accords ont été passés le 24 août avec nos industriels qui ont bien du mérite à continuer de se battre pour l'emploi (métro de Riyad, nucléaire civil, IA, etc.). Guerres hybrides, faillites commerciales, radicalisations politiques… Fanfaronner sur des parcs de loisirs autour de jeux virtuels permet de distraire l'attention de la réalité crue et de faire oublier tout le reste ou presque, cela dépend du prix du billet d'entrée. *« Un roi sans divertissement est un homme plein de misères »* (Pascal, cité par Jean Giono).



SOURCE: VECTEEZY. PHOTO : SUWINAI SUKANANT.

Face aux crises qui nous frappent ou nous menacent, les propositions lancées par les candidats à l'élection présidentielle n'ont jamais été aussi inadaptées.

LA CANICULE de juillet a fait 7000 morts. Les dégâts provoqués par les incendies de l'été sont encore incalculables. Deux guerres, en Ukraine et en Orient, n'en finissent pas d'accumuler cadavres, destructions et lourdes perturbations économiques.

Alors que l'on répète que l'élection présidentielle d'avril sera cruciale, les candidats s'ingénient à recycler des idées inopérantes. On bavarde sur la TVA sociale, on annonce une réduction massive du nombre des fonctionnaires, on ravaude une réforme des retraites… Chacun rivalise dans l'étalage de son impuissance face à la crise économique et sociale qui rebondit, face au désastre écologique qui s'aggrave, face à la crise financière qui menace, face aux fuites catastrophiques de données informatiques. **L'article de B. La Richardais en pages 2 et 3.**

Inactions collectives

Faute d'avoir profité du temps où l'on pouvait prévoir et prévenir, nous devons nous adapter au changement climatique.

PENDANT LA CRISE SANITAIRE, on nous avait juré que tout serait différent d'avant. Sept ans plus tard, nous constatons que rien n'a changé. Après les hommages au personnel de santé et aux travailleurs de première ligne, le système sanitaire a continué de se dégrader. Après les hommages aux sapeurs-pompiers, le bavardage a repris. On fait le compte des morts, des maisons détruites et des surfaces ravagées en oubliant de prendre la mesure des destructions dans l'environnement.

Les catastrophes en cours et celles qui s'annoncent exigent un immense effort d'adaptation des sociétés humaines. mais l'inaction triomphe. Jusqu'à quand la volonté nous fera-t-elle défaut ? **L'éditorial de François Gerlotto en page 24.**

Dans ce numéro :

Page 3 – **Fraude sociale *vs* fraude fiscale.**

Page 5 – **Clap de fin pour la recherche ?**

Page 8 – **Recherche d'équilibre au Proche-Orient.**

Page 12 – **La fabrique du fascisme à l'italienne.**

Page 14 – **La France, l'audace et… la présidentielle ?**

Page 17 – **Quelle identité ?**

Page 21 – **Les défis du roi Haakon VIII.**

SOURCE : VECTEEZY. PHOTO : SUWINAI SUKANANT. : WIKIPÉDIA, PHOTO : FRECHA.



▲ **Le pouvoir d'achat, préoccupation première des Français, n'occupe qu'une place résiduelle dans la campagne.**

Chronique politique

Quand le pire devient certain

par B. La Richardais.

Oubliées, les canicules ! Oubliés, les grands incendies ! Les nombreux candidats en campagne se consacrent au recyclage de thèmes rebattus. Le décalage entre leurs messages ciblés et les angoisses de Français à nouveau frappés par l'inflation est flagrant. Or le pire ne s'est pas encore produit.

Ils reviennent et ils ont encore très faim – de pouvoir. Et quand ils sont nouveaux dans la course à la candidature, ils reprennent les slogans éculés, les idées moisies avant d'avoir servi, les rengaines qui fabriquent de la peur à défaut d'espoir.

Y croient-ils ? Allez savoir… Ils croient aux sondages, aux « messages » ciblés qui permettent de gagner un quart de point. Ils fabriquent des récits fictifs pour provoquer des réactions artificielles, drainées sur internet pour être soumises aux experts médiatiques. On mouline dans le vide, mais d'un ton sentencieux…

Voici ceux qui ont tout raté mais qui sont pressés de se porter à la tête du bloc oligarchique pour recommencer à échouer. Ainsi Gabriel Attal, qui aurait fait un bon communicant en 1980. Ainsi Édouard Philippe qui rêve de reprendre une réforme des retraites qui avait mis un million de citoyens dans les rues avec le soutien massif de la population.

La fraction gauche de l'oligarchie n'est pas plus attrayante : une pléthore de candidats pour une primaire qui éliminera les plus intéressants – François Ruffin, Emmanuel Maurel – avec en prime le retour de Ségolène Royal, qui participe à la primaire, et de François Hollande qui trace sa route en solitaire. Dans le cimetière des éléphants, certains sont dopés à l'élixir de la vie éternelle et viennent défier le toujours jeune Glucksmann qui promène sur les décombres de la gauche son européisme lunaire.

À court terme, nous sommes menacés par quatre crises dont les effets, connus ou inconnus, ne sont pas maîtrisables.

Théâtre d'ombres électoral. – Comment continuer à gouverner contre le peuple ? Telle est la question centrale de l'oligarchie, qui fait le pari d'un rejet *in extremis* de Marine Le Pen. La réponse est simpliste : on agite le classique épouvantail extrémiste, doublé de la menace d'une attaque massive des marchés financiers contre la France et lesté du soupçon d'ingérence russe. À ce propos, une question aux oligarques de droite et de gauche : pourquoi n'avez-vous pas dénoncé le Front national et sa présidente à l'époque où ils pouvaient être pris la main dans la matriochka blindée de thunes ?

À la droite du bloc oligarchique, on affecte de combattre Marine Le Pen tout en pratiquant, une fois de plus, la récupération inefficace du nationalisme ethnique. Ainsi Bruno Retailleau qui déclare son opposition au principe du droit du sol, que Marine Le Pen prétend détruire par référendum – une voie impraticable car le Conseil constitutionnel s'y opposera.

Comme la suppression du droit du sol, l'interdiction du voile dans l'espace public est impossible en droit, mais l'agitation sur ce sujet permet au Rassemblement national de conforter sa base électorale par le rappel de ses « fondamentaux ». Ce qui donne à Jean-Luc Mélenchon l'occasion de prendre la position contraire et de conforter sa propre base, style « Nouvelle France ». Bien entendu, la médiasphère d'extrême droite, CNews en tête, s'emploie à promouvoir l'immigration comme thème principal de la campagne afin de relancer, comme tous les cinq ans, un interminable bavardage qui comme d'habitude n'aboutira à rien.

Le prétendu « débat sur l'immigration », auquel les spécialistes sont très rarement conviés, est d'autant plus hallucinatoire que les enquêtes d'opinion affirment depuis quarante ans, que le pouvoir d'achat est la préoccupation première des Français. À la fin du mois d'août, les ténors de l'oligarchie, Alain Minc en tête, ont tenté d'imposer le thème de la dette publique pour noyer le débat économique dans les ritournelles austéritaires. On a de nouveau entendu que les caisses de l'État étaient vides et que le poids de la dette retomberait sur les épaules de nos enfants

si les retraités n'étaient pas plumés. Nous avons souvent expliqué que ce discours alarmiste ne tenait pas debout et il faut à nouveau souligner que l'inflation diminue les taux réels d'intérêt et augmente les rentrées fiscales. À court terme, nous ne sommes pas menacés par le poids de la dette, aussi coûteux soit-il, mais par quatre crises dont les effets, connus ou inconnus, ne sont pas maîtrisables.

Crise sur crise. – La première crise, classique et immédiatement violente, est économique et sociale. Liée à la guerre en Orient, la poussée inflationniste va s'intensifier. Elle touche les produits pétroliers et leurs nombreux dérivés – les engrais, les plastiques – dont la hausse se combine avec celle des produits agricoles sous l'effet de la sécheresse. Le taux d'inflation pourrait atteindre 4 ou 5 % à la fin de l'année et entraîner une baisse de la consommation des ménages, tandis que le taux de chômage dépassera 8 % en fin d'année dans un pays où la croissance tend vers zéro.

Il n'est donc pas étonnant que les automobilistes et les paysans demandent un renforcement des aides de l'État, en prélude à d'autres revendications. Déjà les policiers, en grève le 15 septembre, et les sapeurs-pompiers, en grève de longue durée, manifestent contre le manque d'effectifs et de moyens. La gouvernance oligarchique, qui répète que les caisses sont vides et qui étale son impuissance au grand jour, va être obligée de lâcher des milliards pour éviter un durcissement des conflits sociaux. C'est dans cette ambiance que les chroniqueurs nous expliquent que le budget en préparation ne pourra pas être adopté…

On s'indignerait du chaos s'il ne fallait pas réserver ce mot pour les trois autres crises dont nous sommes frappés. Celle, écologique, toujours présente, dont nous ne mesurons pas encore les effets ravageurs. Celle, dramatique, qui résultera de la crise financière aujourd'hui menaçante. Celle, catastrophique, qui viendra des fuites toujours plus massives de données informatiques. Face à ces noires perspectives, les radicalités de droite et de gauche apparaîtront telles qu'elles sont : dérisoires. ■

Lutte contre les fraudes

Le trompe-l'œil

La loi du 25 juin 2026 relative à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales renforce les contrôles et durcit les sanctions essentiellement contre la fraude sociale. C'est le contraire qui aurait été surprenant.

En octobre 2025, le gouvernement promettait un texte s'attaquant avec la même vigueur aux fraudeurs de la CAF et de France Travail qu'aux montages *offshore* sophistiqués. Et comme cela est devenu une constante, une promesse n'engage que ceux qui y croient…

Alors que les estimations les moins contestables établissent que la fraude fiscale (dissimulations et « optimisations » abusives) représente six à neuf fois le montant de la fraude sociale, elle mobilise deux fois moins d'articles de la loi (adoptée par une large majorité, allant du bloc central au RN) que ceux destinés à chasser les fraudeurs aux prestations sociales.

Pourtant, selon les chiffres fournis en 2026 par le ministre du Travail et des Solidarités, la fraude sociale (cotisations des entreprises non déclarées et/ou versées + prestations sociales indues) représente 14 milliards d'euros alors que la fraude fiscale (soustraction délibérée à l'impôt par dissimulation de revenus imposables, organisation d'insolvabilité ou montages destinés à faire obstacle à la taxation et au recouvrement) représente, selon un rapport de l'Assemblée nationale, 80 à 120 milliards d'euros qui, chaque année, sont autant de recettes fiscales non encaissées.

Néanmoins, dans le texte de la loi contenant 76 articles, 43 sont consacrés à la fraude sociale et seulement 18 à la fraude fiscale avec l'« ambitieux » objectif de récupérer un à deux milliards de recettes fiscales supplémentaires !

Un autre volet de cette loi est très révélateur de la « vision » qui a présidé à sa rédaction : alors qu'une note du Haut Conseil du financement de la protection sociale, publiée en janvier 2026, montre que près des deux tiers de la fraude sociale sont imputables aux employeurs, aux travailleurs indépendants (52 %) et aux professionnels de santé (12 %) contre seulement un tiers aux assurés individuels, sur les 43 articles consacrés à la fraude sociale, 20 visent directement ces derniers : allocataires du RSA, demandeurs d'emploi, personnes malades ou en situation de handicap. C'est toujours plus facile, moins coûteux et très « rentable » électoralement de désigner des boucs émissaires faciles à repérer !



SOURCE : WIKIPÉDIA.

La fraude sociale est, par cette loi, plus ciblée que la fraude fiscale.

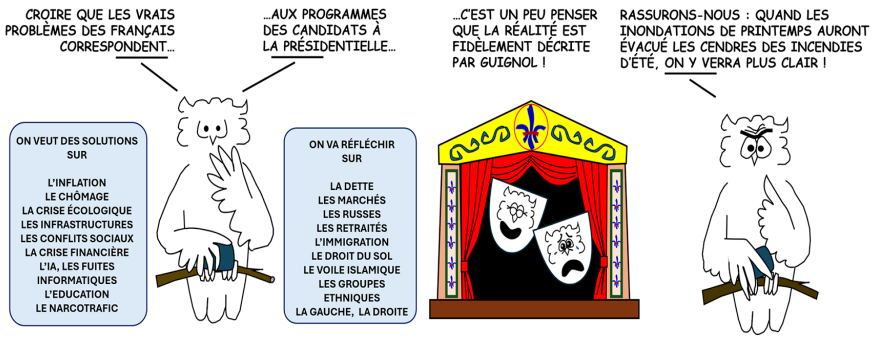
La dénonciation de la fraude sociale répond plus, à droite bien sûr mais aussi pour une partie de la gauche, à une *« logique de pose politique »* qu'à une réaction à des abus. Faire de la lutte contre les fraudeurs un thème central permet de se parer des habits du sérieux budgétaire face à des adversaires présentés comme plus laxistes.

Cette asymétrie de traitement entre fraude sociale et fraude fiscale n'est pas près de disparaître quand on sait que, depuis 2009, l'administration fiscale a perdu près d'un quart de ses effectifs, soit 34 000 emplois, et qu'il a été annoncé la suppression de 550 postes à la DGFIP en 2026, réduisant d'autant sa capacité à conduire des enquêtes longues et complexes. En effet, les montages fiscaux des plus riches sont complexes et opaques par essence et leur détection exige du temps, des enquêteurs formés et expérimentés ainsi que des compétences très spécialisées. À cela s'ajoute la réforme de l'impôt sur la fortune, qui a largement fait disparaître des radars administratifs et fiscaux les patrimoines financiers les plus élevés. ■

LOÏC DE BENTZMANN.

L'enquête complète sur le site https://elucid.media/analyse-graphique/loi-anti-fraude-les-allocataires-d-abord-la-fraude-fiscale-attendra

Sur le mur de Jean Chouan



En vitrine

Les communicants, satrapes du déclin de la politique

Les communicants sont aux militants politiques ce que les rebouteux sont aux médecins généralistes : l'effacement des seconds fait la fortune des premiers. Les communicants n'ont pas de clients : ils ont des proies.



VECTEEZY. PHOTO : BENIS APAPOVIC.

Les communicants prospèrent sur les ruines du politique en vendant du paraître à défaut de sens.

L'omniprésence des « communicants » dans la vie politique est une clé pour comprendre le déclin de la *res publica* et son abandon aux intérêts particuliers, ceux du moment et qui ne concernent qu'une minorité prétendant intervenir dans le débat public.

Quand la politique est partie, les communicants dansent. – Stuart Hall diagnostiquait dès les années quatre-vingt, une opposition trop peu dialectisée entre *politics* et *policies*. *Politics,* c'est, pour schématiser, la grande politique, la vision du monde, la métapolitique, la recherche de l'hégémonie. *Policies,* ce sont les politiques publiques mises en place. Dans l'idéal, *policies* et *politics* sont imbriqués et le sens de l'action politique, la quête d'unité nationale (car oui, cela reste probablement LE but des vrais politiques), s'appuie sur des politiques publiques qui pavent le chemin d'un dessein collectif.

Puis le sens de la politique s'est émoussé. D'abord à gauche, au sein de la social-démocratie : c'est ainsi que le Parti socialiste, au lieu de chercher une mission nouvelle pouvant remplacer « la transition au socialisme », s'est piqué de lubies fédéralistes, monétaristes, libre-échangistes… Ce sont Clinton et Blair qui rendent si éblouissantes les figures des *spin doctors*. Pour l'immense masse des responsables politiques, privés de sens à leur action, il s'agit de simuler un sens politique palliant leur absence de vision.

Du signifiant vide au signifié vide. – *« Un bon chef, c'est d'abord une bonne culture générale »,* disait le général de Gaulle. Le recrutement des responsables politiques permet de comprendre pourquoi il n'y a plus de chefs. Le macronisme, par son consumérisme assumé en matière de ministres venus de nulle part et repartis au néant, est un exemple de l'incurie comme méthode de gouvernement. Une incurie communicante et communicative. Le communicant a moins pour fonction de donner du sens, de faire savoir, que de livrer au ministre ou au candidat sa dose de dopamine complétée, au besoin, par d'autres molécules. Plus que des « mages », les communicants dispensent un protocole compassionnel pour politiques en panne d'évidence.

Entre mentaliste et escroc patenté. – Les meilleurs communicants sont ceux qui arrivent à faire croire que les succès des autres sont leur œuvre et que les déboires des mêmes ne sont dus qu'au fait d'avoir ignoré leurs conseils. Un « vrai » communicant n'essayerait pas de façonner un golem, dépourvu de convictions et de sincérité propre. Il révélerait et mettrait en avant la sincérité d'un combat porté par une femme ou un homme destiné au service de la nation. On ne choisit pas pour un responsable politique un combat pour se faire remarquer comme si on lui choisissait un costume de Zorro pour un bal masqué.

> **Le monde de la comm', c'est une pyramide de Ponzi sur laquelle grouillent les Madoff de toutes obédiences.**

Actuellement, 99 % des « communicants » vendent aux politiques un produit qui correspond en fiabilité à celui qu'on nous propose sur internet afin de réduire notre cortisol... Cependant, avant de propager des balivernes, les « communicants » sont souvent amenés à s'intoxiquer eux-mêmes et à se fabriquer une existence qu'ils n'ont pas : les séries télévisées leur procurent un artifice confortable en la matière.

***War Room* ou jeu de la dînette. –** Si le plus grand documentaire réalisé sur des stratèges en communication est *The War Room,* mettant en scène deux génies de la politique démocrate américaine, George Stephanopoulos et James Carville (lui-même marié à son adversaire professionnelle Mary Matalin), ce sont les séries qui nourrissent le mythe du *spin doctor.* Admirer des personnages de fiction plutôt qu'étudier la réalité est une source majeure d'autojustification.

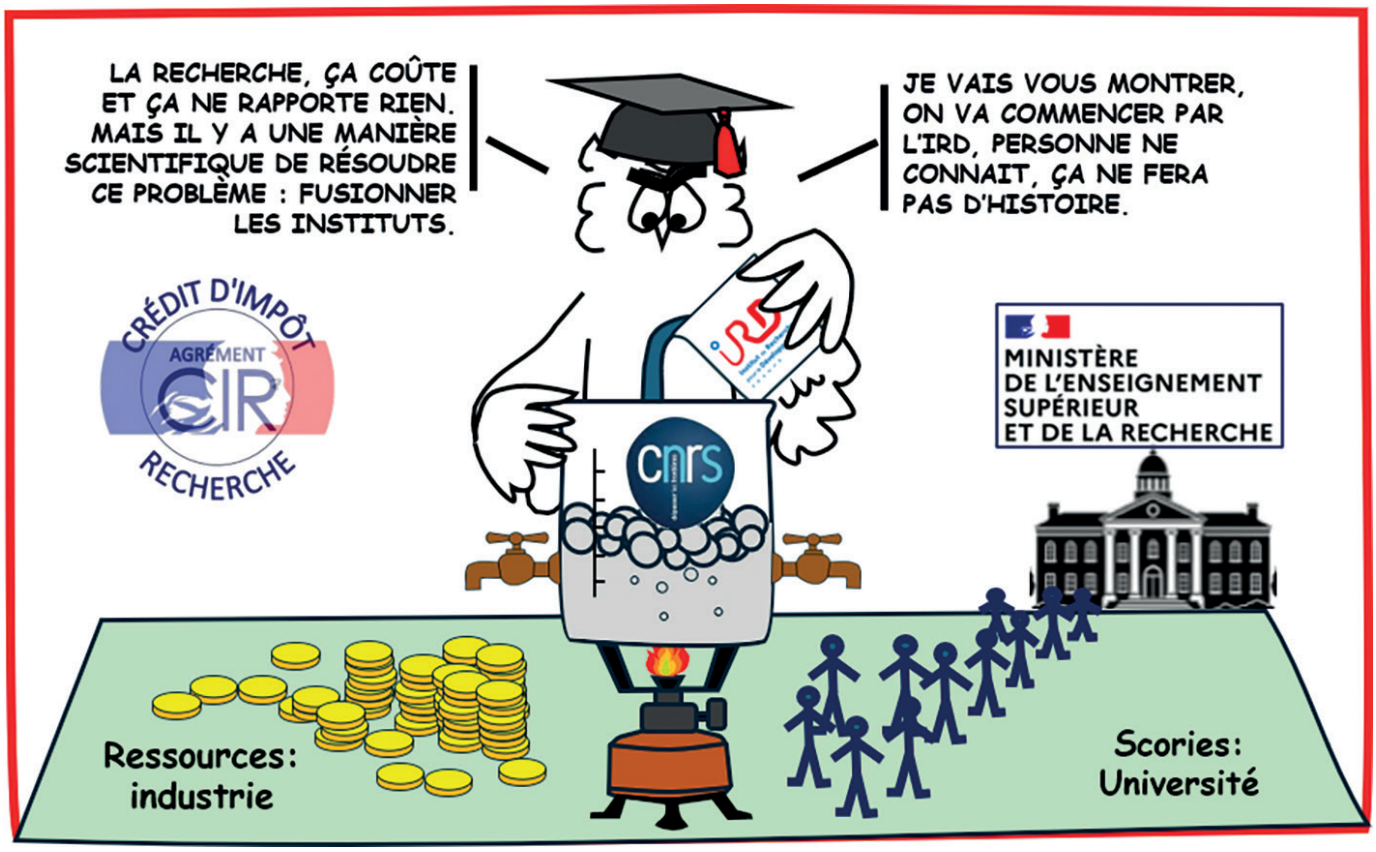
Autres cavaliers de la mini-apocalypse : les sondeurs et les journalistes politiques. Tous se fréquentent assidûment et créent des sociétés d'admiration mutuelle. D'aucuns prétendront qu'il s'agit d'escroquerie en bande organisée. Plus prosaïquement, il s'agit de faire vivre un écosystème, à défaut de valoriser les talents des uns et des autres. Dans ce bal infernal, comme dans celui du cinéma de Polanski, politistes, politologues et militants sont les seuls à se refléter dans la glace. Le ballet des communicants trouve comme *show-room* les plateaux télé : la vacuité s'y love et y est heureuse.

La capacité d'invention conceptuelle est faible, les compétences rédactionnelles nulles, la connaissance du pays cantonnée à des *quantis* (chiffres et statistiques du moment) et à trois arrondissements de la capitale ; bref, le monde de la comms' c'est une pyramide de Ponzi sur laquelle grouillent les Madoff de toutes obédiences. Régis Debray l'a souligné très tôt : le faire-savoir supplante le savoir-faire.

Fin des intellectuels collectifs. – Un parti politique devrait viser à être un intellectuel collectif. C'est de l'effacement du militant que procède le pire.

Les *« gourous de la comm' »* merveilleusement analysés par Aurore Gorius et Michaël Moreau, à la fois capitaines d'industrie et chevaliers d'industrie, ont créé un secteur économique lucratif, basé sur la crédulité générale, l'emprise exercée sur les politiques et sur de réelles capacités de pénétration du monde économique. Ils savent convaincre leurs clients, qui pensent travailler l'opinion en se délestant des appareils militants. Les communicants sont, à l'égard d'un monde de la politique frappé par la perte de sens et la désorientation, à la limite de l'abus de faiblesse. Derrière les mythes relatifs aux *spin doctors*, à la fascination qu'ils exercent, se trouve une activité commerciale de vente à la découpe de ce qui fit, jadis, l'essence de la politique. L'omniprésence des communicants est un symptôme de plus de la crise de régime que nous traversons. ■

FRANCIS MIREPOIX.



Recherche scientifique

Vers le clap de fin ?

par François Gerlotto.

Cela fait des années qu'à *Royaliste*, nous observons comment s'accentue la dégradation de la recherche en France. Il semble que nous assistions en ce moment, avec la disparition programmée de l'IRD (1), à la fin de sa lente agonie.

La recherche scientifique en France subit des assauts convergents qui ne peuvent qu'aboutir à son effondrement (2). Cela tombe au moment où les conditions environnementales sont en train d'évoluer à cause des émissions de gaz à effet de serre, et qu'il va falloir reprendre toutes nos connaissances scientifiques en écologie pour comprendre le nouvel environnement qui est en train de se constituer, que nos modèles actuels ne peuvent plus ni comprendre, ni expliquer, ni – encore moins – prévoir. Nous mettions en garde par exemple, en 2020, sur le *« renforcement de l'ANR (Agence nationale de la recherche) qui vide les instituts de leur substance, la volonté très nette de mettre les moyens publics au service exclusif des entreprises […]. Quel est l'avenir des grands instituts publics de recherche construits après la guerre, ces EPST qui constituent (constituaient ?) l'ossature du système de recherche en France ? »*

Démantèlement programmé. – La décision du gouvernement de « fusionner » l'IRD (Institut pour la recherche et le développement en coopération) avec le CNRS (en clair : supprimer ses activités, trop différentes de celles du CNRS pour pouvoir y survivre) permet de confirmer nos analyses : il ne s'agit pas de désintérêt ou d'incompréhension, mais d'une stratégie de démantèlement des EPST, mise au point depuis des décennies.

La disparition de l'Institut de recherche pour le développement sert à vérifier l'état d'avancement de la politique de démantèlement des EPST.

Objectif affiché : des « économies d'échelle », mais en sacrifiant les tâches spécifiques de ce petit institut. L'IRD (2 300 agents dont 1 000 chercheurs et un budget de 350 millions d'euros) développe des recherches en partenariat avec l'Outre-mer français et les pays de la ceinture intertropicale, sur des sujets d'intérêt global (climat, populations, santé, ressources). Fondée sur une coopération scientifique internationale articulée entre recherche, formation, développement, expertise, renforcement de capacité, innovation et diplomatie scientifique, son importance scientifique et diplomatique est sans commune mesure avec son budget.

Nous avons décrit cette évolution (3), et des scientifiques de l'IRD ont publié, le 29 juillet, une tribune dans *Ouest-France*, sur sa disparition programmée. Que peut gagner l'État à faire disparaître l'IRD ? Car si l'on considère cette décision isolément et la relative faiblesse des sommes qu'elle engage, elle est incompréhensible. La disparition de l'IRD sert en réalité à vérifier l'état d'avancement de la politique de démantèlement des EPST : l'IRD est un petit institut peu connu dans l'hexagone, il peut servir de test.

Le contrôle de la recherche. – La recherche exige une certaine indépendance vis-à-vis de ses bailleurs de fonds, et les résultats ne sont pas toujours là où on les attend. Elle ne garantit pas de retour sur investissement immédiat. Cela ne plaît pas à tous, et surtout au secteur privé qui voudrait la réduire à des travaux sur l'innovation, plus directement rentables. Alors commence une longue guerre souterraine, et les gouvernements successifs, acquis aux choix du secteur privé, lancent une politique de démantèlement des EPST.

Cela commence en janvier 1995 quand Édouard Balladur met l'accent sur l'innovation et déclare : *« Quels sont les objectifs de la recherche ? Développer des connaissances scientifiques ; innover, améliorer la compétitivité des entreprises, favoriser la création d'emplois ; comprendre les grands problèmes auxquels notre so-* ▸

ciété est confrontée, et répondre ainsi aux attentes de la population. » On le voit, seule l'innovation semble capable d'apporter un bénéfice direct (argent et emplois) à la société.

Ensuite, vient le changement du mode d'évaluation. Pour promouvoir l'innovation, il faut favoriser les chercheurs qui s'y impliquent. Comme leur évaluation est en grande partie qualitative, alors qu'évaluer l'innovation est simple comme un rapport coût-bénéfice annuel, on utilise dorénavant des critères strictement quantitatifs (nombre de publications, de rapports, de contrats…), qui s'appliquent bien à l'innovation et très mal à la recherche. Ce choix détourne les chercheurs des sujets scientifiques au profit de travaux sur l'innovation, plus lucratifs.

Les EPST réduits à la gestion RH. – Puis on crée les instruments budgétaires de transfert du pouvoir : l'ANR et le CIR. L'Agence nationale de la recherche, créée en 2005, reçoit l'essentiel des crédits de recherche (1,5 à 2 milliards). C'est auprès d'elle (par concours sur appels d'offres) que les chercheurs doivent solliciter des financements. De son côté, le CIR (crédit d'impôt recherche) voit ses montants s'envoler : de 1,8 milliard en 2006 à 8 milliards en 2025. Pourtant, signalait le CNRS en 2014, *« le CIR n'a présenté aucun effet d'entraînement observable sur la recherche privée »*. Résultat : les EPST deviennent de simples gestionnaires de personnel.

Dernière étape : création des UMR. Pour contourner les derniers pouvoirs des EPST sur leur personnel, l'État crée les Unités mixtes de recherche (UMR) qui rassemblent des chercheurs de plusieurs instituts et universités. L'UMR, élément clé de la recherche scientifique, gère son budget et son personnel, affecté par les partenaires. Son directeur définit sa stratégie de recherche, les EPST n'ont plus leur mot à dire. Bilan : *« L'audience scientifique de la France est en fort repli (- 33 %) entre 2010 et 2024 »* (4).

Voilà l'état des lieux. Il reste à vérifier si l'état de décomposition des EPST permet de les supprimer d'un trait de plume, car l'État se souvenant des manifestations du collectif « Sauvons la Recherche » en 2003, ne veut pas réitérer l'expérience. L'IRD, le moins connu des EPST, est donc le cobaye idéal pour vérifier que le fruit est mûr. ■

(1). IRD : Institut pour la recherche et le développement en coopération ; ANR : Agence nationale de la recherche ; EPST : Établissement public à caractère scientifique et technologique ; CNRS : Centre national de la recherche scientifique.

(2). Voir *Royaliste* nos 823 (oct. 2003), 891 (nov. 2006), 926 (mai 2008), 950 (juin 2009), 1200 (déc. 2020)... en accès libre sur le site archivesroyalistes.org

(3). Sur le blog de Bertrand Renouvin du 7 juillet 2026, dans *La Nouvelle Revue politique* du 26 août 2026, dans *Marianne* du 28 août 2026.

(4). https://publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eesr/FR/T033/la_position_scientifique_de_la_france_dans_le_monde/

Catharsis politique

L'affaire Lyhanna au-delà des polémiques

L'affaire de la petite Lyhanna, 11 ans, violée puis tuée, a suscité une onde de choc car le suspect qui devait être interpellé dans le cadre d'une précédente affaire de même nature ne l'avait pas été. Les ministres de l'Intérieur et de la Justice ont voulu trouver des boucs émissaires pour se défausser de leurs responsabilités. Qu'en est-il exactement ?

La première polémique porte sur la responsabilité des parquets compétents et de la gendarmerie. Elle apparaît si on lit les prérapports des inspections générales saisies par le ministre de la Justice et celui de l'Intérieur. On relève des négligences dans les transmissions d'une précédente procédure intéressant ce suspect et une absence de suivi par la gendarmerie comme par le parquet d'Auch, territorialement compétent. Toutefois, à ce jour, ces négligences n'ont pas été suffisamment contextualisées pour permettre des poursuites disciplinaires contre le magistrat en charge du dossier ni contre les enquêteurs de la gendarmerie.

Pourtant, à titre conservatoire, Laurent Nuñez a cru utile de les muter d'office pour en faire des boucs émissaires. De même, le magistrat en charge de ce dossier s'est vu retirer ses habilitations. En fait, le gouvernement a déployé les plus grands efforts pour se dédouaner de toute responsabilité. Mais cela ne peut vraiment convaincre. Qu'a-t-on fait de ce constat ? Avant même la fin de la mission, ce ne sont que des prérapports, la punition est tombée avant l'analyse.

Début août, une seconde polémique est née de la publication d'un courrier de Gérald Darmanin à son collègue de l'Intérieur qui fait le constat de défaillances majeures dans le suivi et le traitement des procédures d'agressions sexuelles et de viols sur mineurs par les enquêteurs à la suite de l'audit commandé aux parquets généraux sur ces affaires. De nombreux dossiers sont laissés à l'« abandon » ou purement « perdus ». Des enquêtes qui n'avancent pas, alors même que les auteurs de violences sont formellement identifiés. Un manque crucial de formation des personnels chargés de traiter les atteintes sexuelles sur mineurs. Les syndicats de police ont immédiatement réagi pour condamner le manque de moyens.

Ces polémiques doivent être dépassées si l'on veut avancer vers des solutions pérennes. – Il manque probablement des effectifs dans les tribunaux comme chez les enquêteurs mais elle n'est pas la seule explication de ce drame. Le sujet est assurément trop grave pour rejouer, de nouveau, la guerre entre la police et la justice. Que la justice et la police manquent de moyens, c'est un fait : respectivement 2 % et 4 % du budget de l'État. Il faut le déplorer. Hélas, et même si des ajustements sont nécessaires, le réalisme indispensable face à l'état budgétaire de notre pays empêche de plaider pour une hausse massive des crédits alloués à la justice. On sait qu'elle ne se réalisera pas, du moins à court terme. Ce qu'il faut appeler de nos vœux, en revanche, c'est une prise de conscience de notre société, encore insuffisante. Celle de la gravité des violences sexuelles, et *a fortiori* celles commises contre les mineurs. Plus de 85 000 plaintes sont aujourd'hui en cours de traitement. Derrière chacune d'elles, une victime potentielle.

Désigner des coupables a des vertus immédiates : apaiser la clameur, offrir la bonne conscience d'avoir agi, paraître ▸



FIREFLY-IA.

▲ Le ministère de la Justice a fait état, le 15 juillet, de 85 047 plaintes pour violences sexuelles sur mineurs en cours de traitement.

ferme sans rien débourser. C'est une catharsis, ce n'est pas une réforme. On aura beau sanctionner, empiler les circulaires : aussi longtemps que les saisines croîtront plus vite que les moyens, aucune injonction ne deviendra acte faute du pouvoir de l'accomplir.

On ne répare pas un court-circuit en changeant le fusible. – Ici un greffier, un gendarme, un magistrat. Les plus exposés, pas les plus responsables, et ils ne sont ni indifférents ni froids. Certains ont été menacés, l'un vit sous protection. On livre à la vindicte des femmes et des hommes devenus la variable d'ajustement d'un système qui les épuise, les expose, puis les abandonne.

Le Conseil supérieur de la magistrature apprécie la faute au regard des moyens donnés pour l'éviter. Or, sur 1 000 euros de prélèvements obligatoires, la justice en reçoit 5, contre 17 pour l'environnement et 26 pour la culture et les loisirs. L'ordre de grandeur dit nos priorités, que le politique ne peut feindre d'ignorer.

Des solutions, pourtant, le prérapport des inspections générales compétentes en esquisse (structurelles et non disciplinaires) : dématérialiser les circuits de transmission, doter nos outils d'une véritable alerte sur les délais, combler le manque criant de personnels. Faute de quoi nous ne pourrons nous étonner, au prochain drame, de n'avoir rien vu venir : tout aura été su et écrit, le mal comme le remède. Il faut donc que nos politiques prennent désormais leurs responsabilités au lieu de se défausser. ■

JACQUES DORÉMIEUX.

Rassemblement national

Renoncement ou austérité ?

Devant le Medef, Marine Le Pen a promis 125 milliards d'euros d'économies pour redresser les finances publiques, mais la réalisation de ce programme soulève de sérieuses contradictions budgétaires.

125 milliards : c'est le montant des économies proposé par Marine Le Pen. Fini le virage social, le Rassemblement national achève sa normalisation par une quête de crédibilité auprès du milieu entrepreneurial et des marchés financiers.

Lorsqu'on s'intéresse aux chiffres dans les détails, on se rend compte que l'affichage vire à la contradiction. Comment permettre le rétablissement des finances publiques sans infliger à la France une cure d'austérité d'une violence inouïe ? L'équation pose d'ores et déjà un problème arithmétique insoluble.

D'un côté, le RN promet le retour à la retraite à 62 ans – et à 60 ans pour ceux qui ont commencé tôt –, une mesure évaluée entre 10 et 15 milliards par an. De l'autre, les baisses de TVA (passage à 5,5 % sur l'énergie et les carburants, et 0 % sur les produits de première nécessité) priveraient les caisses de l'État d'environ 20 milliards supplémentaires chaque année. Avant même de dégager le moindre euro d'économie nette, la facture des promesses sociales et fiscales dépasse déjà les 30 à 35 milliards de recettes perdues ou de dépenses nouvelles (1).



SOURCE : WIKIPÉDIA.

▲ Marine Le Pen annonce vouloir présenter un plan d'économies de 125 milliards d'euros avant le débat budgétaire.

Pour afficher malgré tout *« 125 milliards d'économies »*, les pistes évoquées – coupes sur les prestations sociales versées aux étrangers, suppression des Régions, fusion des agences de l'État ou diminution de la contribution européenne – sont surévaluées. La Cour des comptes et les instituts d'évaluation indépendants chiffrent le rendement de ces coupes ciblées à quelques milliards tout au plus.

Soit cette annonce relève d'une comptabilité fictive destinée à rassurer les marchés, soit le RN prépare en réalité une purge budgétaire historique. Car pour réussir à couper 125 milliards tout en finançant ses propres promesses, il faudrait tailler à la hache dans les seuls postes restants : ce sera la baisse drastique des prestations sociales et des crédits alloués aux services publics.

Le dilemme sera alors le suivant : le renoncement en abandonnant ses engagements budgétaires au risque de répéter le même scénario que Jacques Chirac, en 1995, ou alors l'austérité en détruisant définitivement le modèle social français pour devenir la Margaret Thatcher française, quitte à perdre une partie de son électorat populaire. ■

NICOLAS MAXIME.

1). Fondation iFRAP, Le vrai coût du programme du Rassemblement national, 24 juin 2024, https://www.ifrap.org/budget-et-fiscalite/le-vrai-cout-du-programme-du-rassemblement-national.

Terroirs

L'IGP *Mirabelle de Lorraine* a trente ans

Production agricole emblématique de cette région, la mirabelle s'est dotée dès 1996 d'une indication géographique protégée (IGP) dénommée *Mirabelle de Lorraine* en hommage à son terroir fétiche. Une IGP, c'est un label de qualité de l'Union européenne dont le principe a vu le jour en 1992. Les mirabelles furent les premiers fruits européens à en bénéficier. Notre terroir produit 70 % de la production mondiale de mirabelles (on a même atteint 90 % de celle-ci à certaines périodes) en prenant en compte les quatre départements concernés, ceux de l'ancienne Région Lorraine, supprimée sous la présidence de François Hollande. Il faut dire que les sols argilo-calcaires que l'on y trouve facilitent la production de ce fruit.

On estime aujourd'hui à plus de 200 le nombre de producteurs de mirabelles en Lorraine, actifs sur 1 400 hectares (dont 600 ha en IGP). Cela devrait permettre une production de 6 000 tonnes cette année qui s'annonce exceptionnelle malgré la sécheresse. Une union de coopératives, nommée Vegafruits installée à Saint-Nicolas-de-Port (Meurthe-et-Moselle), est le principal acteur de la filière.

La mirabelle de Lorraine, c'est bien sûr le fruit, que l'on vient entre la fin juillet et le début du mois d'août *« amasser par tonnées »*, comme on dit dans le Xaintois, un petit paradis de la prune aux reflets dorés. C'est aussi l'eau-de-vie, classée en AOC depuis 2015, qui sort des fûts à la fin du mois de novembre. De quoi devenir la *« chaleur de l'hiver »* : une boisson à déguster avec modération mais au prix abordable et à la bonne humeur communicative. Se retrouver en bonne compagnie autour de verres de mirabelle dans un bistrot de village mosellan, près de la frontière sarroise, par un froid sec, un soir d'hiver où la température a allégrement plongé en dessous de zéro, constitue toujours une expérience inoubliable.

JÉRÔME BESNARD.





SITE DE L'ÉLYSÉE/ CAPTURE D'ÉCRAN.

▲ **Emmanuel Macron, en compagnie de Ahmed al-Charaa, président de transition de la République arabe syrienne, à Damas le 7 juillet.**

Chronique internationale

Recherche d'équilibre au Proche-Orient

par Yves La Marck.

Périodiquement, la France est accusée d'abandonner les Palestiniens, les Libanais, les chrétiens d'Orient, les Kurdes, mais aussi Israël. Pourtant, s'il est encore un secteur d'activité où la diplomatie française continue de s'accrocher bec et ongles, c'est bien celui du Proche-Orient.

La différence entre la crise ukrainienne et celles du Moyen-Orient est que les conflits avec Moscou correspondent à des situations figées, des positions gelées où le militaire prédomine, alors que la conjoncture entre Méditerranée et Golfe n'arrête pas d'évoluer. Les alliances se nouent et se dénouent, rien n'est jamais définitif, dans des jeux à plusieurs entrées, où la diplomatie a toute liberté de se déployer sans que pour autant les choses ne changent jamais fondamentalement.

Adapter sans renoncer. – Globalement et historiquement, la diplomatie française n'a pas à rougir de ses engagements successifs, même si plusieurs opportunités ont été manquées faute de volonté politique. Sans remonter trop loin dans le temps, on rappelle ces jours-ci l'anniversaire de la proclamation du Grand Liban le 1er septembre 1920 par le général Gouraud, en ligne avec le choix exercé par le patriarche maronite, Mgr Élias Hoyek, béatifié le 25 juillet dernier, contre l'idée d'un réduit chrétien dans la montagne. Ensuite, il y eut la proclamation de l'État d'Israël en 1948. Le président Mitterrand atteint un sommet diplomatique en 1982 avec le discours à la Knesset et le sauvetage de l'OLP et de Yasser Arafat exfiltrés de Beyrouth. Son successeur, Jacques Chirac, fut le parrain de l'ère Hariri, Rafiq, Premier ministre du Liban de 1992 jusqu'à son assassinat en 2005, puis son fils Saad, Premier ministre entre 2009 et 2020.

Il est nécessaire pour toute diplomatie orientale de conserver des entrées dans tous les camps, de privilégier un temps et de délaisser un autre, sans que rien ne soit irréversible.

Emmanuel Macron, de ce point de vue, a continué sur la lancée. On lui doit sans doute le seul succès diplomatique de ses deux quinquennats, après un premier échec au lendemain de l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020 : l'intronisation du général Joseph Aoun comme président de la République en janvier 2025. Reportée à cause de la guerre irano-américano-israélienne, la réunion prévue à Paris pour le renforcement de l'armée libanaise aura finalement lieu le 17 septembre. Elle devrait se poursuivre à Rome, la diplomatie de Giorgia Meloni profitant de l'ascendant italien au sein de la Finul, la force des Nations unies au Sud-Liban qu'il s'agit de remplacer à la fin de l'année. C'est à Rome (à l'ambassade américaine) que se sont tenues cet été deux séances de négociations libano-israéliennes (*Royaliste* n° 1324 du 20 mai) qui pourraient reprendre en septembre. Enfin, c'est à Rome que siège le pape (Joseph Aoun qui y était le 20 août, a vu le pape et Giorgia Meloni).

Pourquoi ces accusations d'abandon des uns et des autres ? Dans la conjoncture éternellement changeante de la région, l'histoire a été faite d'allers et retours, de hauts et de bas, de choix dans un sens puis dans l'autre, qui ne sont pas le fait d'incohérences mais procèdent d'un souci d'adaptation au terrain. En réalité, il est nécessaire pour toute diplomatie orientale de conserver des entrées dans tous les camps mais aussi de privilégier un temps et de délaisser un autre, sans que rien ne soit irréversible. Ainsi en est-il de la question palestinienne par rapport au problème libanais. Le projecteur est dirigé parfois sur l'une, parfois sur l'autre. Si tout est prioritaire, rien ne l'est. Il faut hiérarchiser et réviser continuellement les paramètres.

Querelles d'ambassadeurs. – Les ambassadeurs en partance pour leurs nouvelles affectations à la faveur du mouvement diplomatique de cet été, à Beyrouth ou à Tel-Aviv, en ont parfaitement conscience – contrairement aux personnalités envoyées par le président Trump qui occupent le devant de la scène dans les mêmes ca-

pitales. Leur différence ne vient pas tant des moyens, notamment financiers, qu'ils peuvent mettre en œuvre, ni de leur accès direct au « boss », Maison Blanche ou Élysée – plusieurs ambassadeurs désignés furent des conseillers du président Macron. Leurs chances respectives varient en fonction de leur capacité à gérer les contradictions. On le voit dans la relation difficile entre Trump et son entourage, et Netanyahou et le sien. La France n'y échappe pas, surtout dans un monde post-Ormuz.

Il va être difficile d'être aussi proches des Émirats arabes unis maintenant qu'ils ont pris le parti de se rapprocher d'Israël et de concurrencer ouvertement l'Arabie saoudite sur plusieurs champs de bataille (Soudan, Yémen). Par rapport à Israël, il faut bien admettre que la défense des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie qui est une cause universelle, est en de meilleures mains sur un plan international multilatéral que dans une relation bilatérale franco-israélienne dans l'impasse. En revanche, le Quai d'Orsay possède une fenêtre d'opportunité pour ce qui concerne le Liban dans la perspective post-Hezbollah, étendu à la Syrie. Le président Macron a saisi l'ouverture procurée par le changement de régime à Damas où il s'est rendu le 7 juillet et où l'ambassade française est en cours de réouverture.

Ce n'est qu'un commencement. La nouvelle géographie du Proche-Orient oblige les chancelleries à anticiper les reconversions d'Ormuz, du Bab el-Mandeb et de Suez vers les connections terrestres depuis la Caspienne jusqu'à Ceyhan (ex-Alexandrette) à la frontière syro-turque. Le Liban se retrouve déjà partagé entre un futur phénicien et un socle levantin. D'une part, après accord avec Israël, il dispose de champs pétrolifères en Méditerranée orientale qui sont reliés à Chypre et à la Grèce, voire à l'Italie. D'autre part, la nouvelle route de l'Inde, dans le sens Orient-Occident, évoquée au G20 indien de 2023, à la veille du 7 octobre et avant la guerre avec l'Iran, redessinée en conséquence, se repositionnerait plus au nord, évitant Israël, et redonnant son actualité au chemin de fer du Hedjaz, à Alep et à la Turquie.

Choix des priorités. – La France doit-elle choisir ? Entre Grèce et Turquie ? Elle l'a fait en signant un accord de défense avec Athènes. Entre Turquie et Israël ? Les médias et de nombreux hommes politiques israéliens ont évoqué diverses hypothèses à mesure que le président Erdogan et le Premier ministre Netanyahou échangeaient des noms d'oiseaux. La Turquie, membre de l'OTAN, siège du dernier sommet de l'organisation à Ankara les 7 et 8 juillet, agressée par une frappe israélienne ou une incursion aérienne, en appellerait-elle à la solidarité prévue par le traité ? Le 18 août, Israël a bombardé un aéroport syrien que la Turquie se proposait de réhabiliter. La Turquie a également offert son soutien stratégique au Liban lors de la visite à Ankara du président Joseph Aoun le 30 juillet. La conclusion du pacte de La Mecque le 7 août entre l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan (*Royaliste* n° 1320 du 25 mars), devrait couvrir le Liban et la Syrie, et peut-être l'Irak. Il est clair que la relation franco-turque devrait rapidement revenir à la philosophie des rapports avec la Sublime Porte. On en est loin. C'est pourtant la seule manière de se faire entendre un tant soit peu à Jérusalem.

Les États-Unis s'éloignent, mais mettent des bâtons dans les roues de quiconque émerge. L'Union européenne est absente du dossier où elle n'a que faire. Londres n'est plus de force. Seuls Rome et Paris disposent encore de cartes, même si ce ne sont pas des atouts maîtres. Il faut certainement mener une politique plus intrusive, moins hésitante : se focaliser sur le Liban et la Syrie (on verra plus tard pour une quelconque efficacité palestinienne), se concerter avec Riyad (avec qui Paris a autre chose à discuter que de parcs de loisirs), retrouver une relation de confiance avec Ankara (en avalant quelques couleuvres dont le traitement de l'islam), et un jour – qui sait ? – reparler à de nouveaux gouvernants israéliens (sans illusions sur les prochaines élections du 27 octobre) en s'y préparant plus astucieusement qu'aujourd'hui. ■

Y. L. M.

Allemagne

L'homme malade de l'Europe ?

Les élections régionales du 6 septembre en Saxe-Anhalt témoignent de la crise structurelle qui touche non seulement ce Land mais aussi toute l'Allemagne.

Les élections régionales du 6 septembre dans le Land de Saxe-Anhalt ont profondément bouleversé la classe politique allemande aussi bien sur le plan local que sur le plan national. Dans ce Land de 2,3 millions d'habitants, ce sont plus de 78 % des électeurs inscrits qui se sont rendus aux urnes, soit une augmentation de près de 20 points par rapport aux précédentes élections de 2021. Et ce surplus de participation électorale a d'abord profité au parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD), permettant à ce dernier d'obtenir 43,8 % des voix, au-delà de ce que prévoyaient les sondages les plus optimistes.

Plus spectaculaire encore est l'effondrement des chrétiens-démocrates du chancelier Merz (CDU) qui perd plus de 18 points et qui ne réunit que 17,2 % des votes. Les Verts (Grünen), les socio-démocrates (SPD) et une partie de l'extrême gauche (Die Linke) culminent autour de 9 %. Les libéraux du FDP continuent leur descente aux enfers puisque avec 2,9 % des suffrages exprimés, ils sont exclus du parlement. Il faut en effet au moins 5 % des suffrages exprimés pour obtenir des élus au parlement régional. Les partis de gouvernement ne rassemblent donc que 36 % des voix à eux cinq. Quant au parti de Sahra Wagenknecht dont on ne sait plus vraiment si on peut le classer à l'extrême gauche, il fait son entrée au parlement régional avec un peu plus de 5 % des voix.

Comment expliquer un tel résultat ? On peut mettre en avant des motifs à la fois nationaux et régionaux, les deux étant parfois difficiles à dissocier. Il y a tout d'abord un rejet de la politique menée par la grande coalition au pouvoir et les difficultés économiques imputées aux dirigeants allemands. L'annonce par Volkswagen, entre autres entreprises, d'un plan de licenciements qui touche en particulier l'Allemagne a créé un climat d'inquiétude dans tout le pays, surtout quand on sait l'importance de l'industrie automobile en Allemagne.

Plus localement, le sentiment justifié ou pas des Allemands de l'Est d'être des ci-



SOURCE : WIKIPÉDIA.

▲ **Ulrich Siegmund, tête de liste AfD, aux élections régionales dans le Land de Saxe-Anhalt.**

toyens de seconde zone, méprisés ou oubliés de leurs compatriotes et des autorités de Berlin a suscité un vent de mécontentement qui se traduit aujourd'hui dans les urnes. La Saxe-Anhalt est le deuxième État fédéré le plus pauvre d'Allemagne. C'est dire qu'il y a là une spécificité qu'on ne retrouve pas de manière aussi importante partout à l'est du pays. En fait, malgré des réussites réelles, l'économie est-allemande n'a jamais pu combler son retard par rapport au reste du pays.

Soulignons l'habileté du leader régional de l'AfD, proche des gens, cultivant une nostalgie de l'ex-RDA pour le confort plus ou moins réel qu'elle apportait. Il a surfé sur une xénophobie qui existait du temps de la RDA.

Et maintenant ? L'AfD entend gouverner et s'appuyer sur une majorité parlementaire. Le parti de Sarah Wagenknecht se dit disponible pour des négociations. Aboutiront-elles ? L'AfD ne veut pas d'un gouvernement minoritaire et est prête à retourner aux urnes en cas de blocage. Pari audacieux. Les autres partis semblent incapables de s'entendre. À l'échelon national, exiger du chancelier Merz une politique plus à droite est absurde dans le cadre d'une grande coalition avec les sociaux-démocrates. C'est l'incapacité du gouvernement à trouver des solutions à la crise économique née des mutations de l'ordre international qui est le vrai problème. ■

MARC SÉVRIEN.

Voix étrangères

La dame de Reykjavik

Les nombreux amateurs de polars islandais connaîtront bientôt les dessous du référendum négatif du 29 août par lequel 52,84 % du corps électoral a refusé de reprendre les négociations d'adhésion à l'Union européenne. À peine deux semaines plus tôt, le oui était toujours donné gagnant. La Première ministre sociale-démocrate, Kristrún Frostadóttir, qui devait sa place depuis les élections législatives de 2024 à une petite formation européiste qui avait obtenu le poste de ministre des Affaires étrangères axé sur l'intégration de l'île au concert européen, s'était prononcée pour le oui.

La presse britannique, toujours traumatisée par le précédent du Brexit, a cherché à comprendre les raisons de ce retour de flamme. Rien à voir avec le Brexit selon la presse conservatrice : l'Islande n'est pas menacée par les petites embarcations chargées de candidats à l'immigration, ni par les pêcheurs du continent. Plus petit pays européen par le nombre d'habitants (390 000), elle connaît une démocratie de proximité qui permet de résoudre la majorité des problèmes au plus près des intéressés. Rien de plus lointain que la place de Bruxelles.

SOURCE : COMMISSION EUROPÉENNE.



▲ Kristrún Frostadóttir, la Première ministre islandaise, avait défendu le oui au référendum du 29 août.

L'embarras est perceptible dans un organe indépendant, pro-européen comme *The Guardian*. La présidente du groupe Renew au Parlement européen, la macroniste Valérie Hayer, avait donné le ton dans ses colonnes le 22 juin, argumentant pour que l'UE *« remue ciel et terre pour intégrer l'Islande dans le club »*. D'abord, c'était la porte d'entrée pour l'UE au club arctique où elle n'est qu'observatrice, n'ayant pas d'accès géographique direct (la Norvège n'est pas dans l'Union, ni le Groenland autonome) ; ensuite, c'était un signal pour encourager le Premier ministre britannique à renouer avec Bruxelles. En échange, l'UE offrirait un régime favorable à la protection des zones de pêche et, cerise sur le gâteau, une solidarité contre les ambitions de Trump (qui a tendance à confondre Islande et Groenland) et les tentatives russes, sans se douter que le partenaire le plus prégnant en Islande est chinois.

Le plan a foiré. Deux raisons sont alléguées par les perdants : l'argent plus abondant côté du non (mais local, de la part des acteurs économiques) ; la maladresse du camp du oui. Sachant que l'adhésion en l'état ne bénéficiait pas d'une majorité, le gouvernement avait pensé que le fait de poser la question *a minima* de rouvrir les négociations (un *« oui pour voir »*) serait plus attractif pour les hésitants. Ce fut l'inverse. *The New York Times* a vu la faille (qui est aussi géologique et existentielle pour ce pays volcanique) : personne n'a spécifié ce que l'on voulait voir ; aucune vision nationale de ce que l'Islande devait chercher en adhérant à l'Union. Oui, c'était peut-être ; Non, c'était sûr et définitif. N'importe : Bruxelles n'a jamais pris un non pour définitif. Les Islandais revoteront en 2028 ! Et jusqu'à ce qu'ils votent bien. À suivre dans de nouveaux polars venus du froid… ■

Les Faits marquants

■ **Colombie. –** Détenu depuis le début du mois d'août dans le sud-ouest du pays par un groupe d'anciens FARC, la guérilla de l'état-major central, le caporal José Olger Melo Charry est parvenu à échapper à ses ravisseurs. Ce soldat colombien de la Légion étrangère française a marché pendant quatre jours en montagne avant d'atteindre un poste de police. Secouru dans un état d'épuisement extrême, il ne doit sa survie qu'à sa formation militaire.

■ **Népal. –** Quinze jours après la crue et le glissement de terrain survenus le 26 août, les autorités népalaises et chinoises ont communiqué, le 9 septembre, leur bilan toujours provisoire du nombre de victimes. Plus de 1 400 personnes ont perdu la vie quand 5 650 sont encore portées disparues. La fonte accélérée des glaciers himalayens, sous l'effet du réchauffement climatique, est directement à l'origine de la catastrophe.

■ **Serbie. –** Le président Aleksandar Vučić, dont l'autorité est fortement contestée depuis la fin de l'année 2024 et l'accident survenu à la gare ferroviaire de Novi Sad, s'est résolu à convoquer des élections législatives anticipées. Celles-ci se tiendront le 25 octobre et devraient voir la participation d'une liste contestataire constituée à l'initiative d'étudiants en grève, à laquelle trois partis d'opposition ont d'ores et déjà annoncé leur ralliement.

■ **Cameroun. –** Maurice Kamto et Mamadou Mota, respectivement président et vice-président du principal parti d'opposition, le MRC, ont annoncé leur démission simultanée le 8 septembre. Les raisons de ce double départ – qui a pris de court toute la classe politique – demeurent obscures. Il ouvre de surcroît une crise de *leadership* alors que le MRC préparait activement les élections législatives prévues au début de l'année 2027.

CASIMIR MAZET.





SOURCE : LINKEDIN. PHOTO : YANN SAINT-PÉ.

▲ Benjamin Sire.



SOURCE : SORBONNE.

▲ Olivier Dard.



D.R.

▲ Dominique Decherf.

Les Mercredis de la NAR

La Nouvelle Action royaliste organise des conférences auxquelles participent des personnalités politiques ou du monde intellectuel. Elles sont enregistrées en présence d'un public restreint (pour être invité, adresser une demande à lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr). Pour accéder à ces entretiens : https://www.archivesroyalistes.org/-Les-Mercredis-de-la-NAR-92-.

■ **Mercredi 7 octobre**

Conférence de Benjamin Sire sur le thème « La drogue au pouvoir ».

La drogue pose un immense problème de santé publique mais elle est aussi, depuis plusieurs siècles, l'arme dont se servent les puissances rivales.

Journaliste, vice-président de l'Association française des grands reporters et rédacteur en chef du média *Les Électrons libres,* Benjamin Sire présentera son livre *La drogue au pouvoir,* publié aux Éditions du Cerf (septembre 2026).

■ **Mercredi 14 octobre**

Conférence d'Olivier Dard sur le thème « Histoire de l'extrême droite française ».

L'étude porte sur la vaste période qui va de 1870 à 2026. Toutes les tendances, tous les mouvements de la droite nationale et nationaliste sont analysés au fil des événements qui scandent notre histoire.

Olivier Dard est agrégé et docteur en histoire. Il enseigne l'histoire contemporaine à l'Université Paul-Verlaine de Metz. Son dernier livre *Histoire de l'extrême droite française* est publié aux Éditions Perrin (septembre 2026).

■ **Mercredi 4 novembre**

Conférence de Dominique Decherf : Réflexions sur le temps de l'Histoire

Ancien diplomate, Dominique Decherf publie, chez France-Empire, des souvenirs centrés sur la relecture des articles de politique étrangère que publiait Pierre Boutang dans *La Nation française*.

Autres événements

■ **Lundi 28 septembre**

Dialogue entre Marcel Gauchet et Bernard Bourdin à l'Institut catholique de Paris

Le christianisme a-t-il préparé l'avènement de la démocratie ? La sortie de la religion est-elle le désenchantement de Dieu ? Face aux défis de l'individualisme et de la révolution numérique, Marcel Gauchet et Bernard Bourdin confrontent leurs analyses sur les liens entre démocratie, politique et question de Dieu lors d'une conférence qui aura lieu le lundi 28 septembre, de 18 heures à 20 heures, à l'Institut catholique de Paris, rue d'Assas à Paris. Inscriptions sur le site de l'ICP.

■ **Mercredi 30 septembre**

Dîner-débat de la Société des lecteurs de Maurice Barrès

La Société des lecteurs de Maurice Barrès organise un dîner conférence, le mercredi 30 septembre à 20 heures. Daniel Rondeau, membre de l'Académie française, parlera de son dernier roman, *Le Système de l'argent* publié chez Grasset, de son rapport avec Maurice Barrès et, en cette année anniversaire, avec André Malraux.

Cette soirée a lieu au restaurant Le Standard Rive Gauche (ancien François Coppée) Rive Gauche, au n° 1, bd du Montparnasse, Paris VI[e] arrondissement (métro Duroc). Le nombre de couverts étant limité, confirmez votre participation par mail à l'adresse dominiquedecherf@yahoo.fr.

La rencontre sera précédée par l'assemblée générale annuelle de la Société des lecteurs de Maurice Barrès, à partir de 18 h 30.

La Nouvelle Action royaliste

■ **Fédération Île-de-France**

Dîner de rentrée. – Le mercredi 30 septembre, à 20 h, l'équipe des Mercredis de la NAR vous attend nombreux à son dîner de rentrée au restaurant Hung-Yen, 265, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Inscriptions à l'adresse lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr.

Sur les pas du duc Ferdinand-Philippe d'Orléans. – Le samedi 26 septembre, à 11 heures, la Fédération Île-de-France de la NAR vous convie à une rencontre amicale sur les pas du duc Ferdinand-Philippe d'Orléans, fils aîné de Louis-Philippe, à travers Neuilly. Rendez-vous devant l'église Notre-Dame de la Compassion, 2 boulevard d'Aurelles-de-Paladine 75017 Paris.

Royaliste
POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI
Lot 1674, 101, rue de Sèvres, 75006 Paris
www. archivesroyalistes.org
Issn 0151-5772

Abonnements-contact :
lejournal@nouvelle-action-royaliste.fr
+33 (0) 1 71 06 32 91

Directeur de la publication : Bertrand Renouvin.
Responsable éditorial : Laurent Tréhu.
Fondateur : Yvan Aumont †.

Rédaction : Frédéric Aimard, Loïc de Bentzmann, Éric Cézembre, Denis Cribier, Dominique Decherf, Jacques Dorémieux, François-Marin Fleutot, François Gerlotto, DJ Heller, Léon Letellier, Hubert de Marans, Casimir Mazet, Marc Sévrien, Alain Solari, Indiana Sullivan.

Directeur politique : Bertrand Renouvin.

Publié par la NAR, Siret : 897 894 127 00017.
Édité par la Spfc-Acip, Siret : 418 322 149 00015.
Imprimé par Rps-repro, Siret : 419 745 484 00024.
Dépôt légal à publication. Cppap n° 0425 d 84.

Abonnez-vous !

VERSION PAPIER ❑ TROIS MOIS (30 €) ❑ SIX MOIS (45 €)
❑ UN AN (70 €) ❑ UN AN SOUTIEN (140 €)
VERSION PDF ❑ UN AN (45 €) ❑ UN AN SOUTIEN (55 €)

❑ Je paye par carte bancaire sur le site archivesroyalistes.org

❑ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip.**

Nom/prénom : .....
Adresse : .....
Code postal/Ville/Pays : .....
.....
Tél. portable : ..... Courriel : .....

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à
Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON
Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

« Conformément à la loi Informatique et libertés du 06/11/1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification de vos données, lesquelles ne sont ni exploitées ni revendues par des organismes tiers ».

SOURCE : VECTEEZY. PHOTO : TANAKORN LAPPATTARAMAN.



▲ Benito Mussolini devant la foule rassemblée aux Fori Imperiali, à Rome (photo non datée).

Histoire du XXe siècle

La fabrique du fascisme à l'italienne

Entretien avec Lucien Jaume.

Philosophe et historien, Lucien Jaume a consacré des études magistrales au jacobinisme, au libéralisme politique, à la laïcité. L'ouvrage qu'il consacre au fascisme italien (1) est riche de révélations sur la genèse de ce mouvement et sur ce qu'il y a de spécifique dans sa radicalité.

***Royaliste :* Dans les années vingt du siècle dernier, que se passe-t-il en Italie ?**

Lucien Jaume : La guerre qui vient de s'achever a eu un immense effet sur beaucoup de gens qui veulent prolonger ce qu'ils appellent *« la fraternité des tranchées »*. Les officiers, qui sont mal reçus par la population italienne, s'associent dans l'ardeur – on les appelle les *arditi* qui vont devenir les Chemises noires.

Au cours de cette période, Mussolini va réaliser un coup de force. Le futur Duce est membre du Parti socialiste italien depuis l'âge de 17 ans. En 1914, il est co-organisateur de la Semaine rouge – occupation d'usines et grève insurrectionnelle pour prendre le pouvoir – mais quelques mois plus tard, il est exclu de la direction du Parti et de la direction du journal *Avanti,* qu'il codirigeait avec une militante révolutionnaire, Angelica Balabanoff, car il veut la participation de l'Italie à la Grande Guerre.

Dans le prolongement de la Révolution de 1917, les grèves insurrectionnelles se poursuivent en Italie après la guerre, mais Mussolini estime que la révolution bolchevique échouera. Il veut une révolution spiritualiste selon les idées développées par Giovanni Gentile, dans laquelle les idées permettront de refaire la nation italienne, de la régénérer. Mussolini pense que la Grande Guerre a éduqué la nation italienne car, selon lui, l'éducation d'un peuple se fait par la guerre et la violence.

Tout est dans l'État, tout revient à l'État et [...] l'État est divin parce qu'il a sa fin en soi : voilà établie la religion fasciste.

Face à l'agitation révolutionnaire à la campagne, les fascistes défendent les propriétaires et, dans les villes, ils mènent des opérations contre les socialistes. Par exemple à Milan où les Chemises noires, conduits par le poète futuriste Marinetti, laissent trois morts (dont un policier) et brûlent les locaux de l'*Avanti*.

Mussolini passe pour une tête creuse alors que vous retracez dans votre livre son itinéraire intellectuel, qui ne manque pas d'intérêt.

Tout part d'un séjour en Suisse, pour éviter le service militaire. Mussolini y reste deux ans et demi. Ce sont des années extraordinaires qui le forment pour le reste de sa vie. La Suisse est alors le refuge de tous les révolutionnaires, de Lénine par exemple. Pauvre, débraillé, dormant à la belle étoile, Mussolini milite déjà au Parti socialiste et rencontre Angelica Balabanoff qui décide de le prendre en main. Elle le nourrit, l'habille et lui fait lire *Le Capital*. Or Mussolini est un passionné de lecture, qui a été deux fois chassé de l'école (avec un couteau dans sa poche) mais deux fois diplômé pour enseigner, notamment le français.

C'est une sorte de voyou qui aime néanmoins le savoir, qui écrit de la littérature et qui apprend tout seul plusieurs langues. À la bibliothèque de Genève, il lit des économistes, des sociologues (notamment Pareto qui développe sa théorie de l'émergence des élites dans l'Histoire et qui s'intéresse au syndicalisme révolutionnaire), des philosophes, surtout Nietzsche – concepts du Surhomme et de la Volonté de puissance – qu'il trouve supérieur à Marx et dont il retient un axiome qu'il va garder toute sa vie : *« Il n'y a pas de vérité, tout est permis. »*

Il n'y a donc aucune limite, juridique ou morale, à l'action politique. Mussolini s'engage dans une politique de la Volonté

pour une révolution qui reste cependant à définir. Ce bon connaisseur du marxisme professe un volontarisme et un subjectivisme intégral. De plus, la rencontre avec le philosophe Giovanni Gentile (ses œuvres tiennent dans 53 volumes !), le confirme dans l'idée qu'il n'y a pas de vérité. Gentile dit que l'esprit forme ses idées en vue de l'action et qu'il y a une inévitable *« subjectivité du réel »*. Nous sommes là devant un individualisme absolu.

Comment peut-on être fasciste, donc anti-libéral et anti-démocrate, et radicalement individualiste ?

Pour Giovanni Gentile, nous avons aussi dans le cœur un appel à l'universel, nous avons un désir d'État, nous voulons trouver dans l'État la sécurité et sortir de notre subjectivité. L'État, c'est ce que nous fabriquons tous et qui nous absorbe pendant que nous le fabriquons. Tout est dans l'État, notamment les individus, et ma subjectivité trouve désormais sa vérité – la vérité que l'État affirme. Ainsi, Gentile réussit à renverser un subjectivisme intégral en un totalitarisme, qu'il décide d'assumer dès lors que Don Sturzo dénonce (1923) la *stato totalitario* à venir bientôt. Tout est dans l'État, tout revient à l'État et Gentile ajoute que l'État est divin parce qu'il a sa fin en soi : voilà établie la religion fasciste. L'État fasciste n'est pas un moyen au service des individus, il n'est pas au service de la race comme chez Hitler : l'État fasciste, c'est ce qui fait de l'individu son moyen. Le peuple est au service de l'État. Croire en l'État, obéir à l'État, combattre pour devenir un héros et un martyr : tel est le credo de cette religion.

On a du mal à comprendre comment des syndicalistes révolutionnaires, inspirés par l'anarchisme, vont adhérer à une pensée de l'État totalitaire.

Question essentielle. Les syndicalistes révolutionnaires posent un difficile problème de compréhension. Ils sont contre les partis, contre le Parlement, contre l'État et pourtant Mussolini en fait les cadres de l'État autoritaire et corporatiste. Pour comprendre ce retournement, il faut en revenir à la fermentation extrême de l'avant-guerre, qu'évoquent les historiens de la littérature et de la vie politique italiennes.

La revue littéraire *La Voce,* rédigée par de jeunes nationalistes de droite, a beaucoup de sympathie pour les syndicalistes révolutionnaires. En Italie, à la différence de la France, les intellectuels ne sont pas coupés des travailleurs, les idées circulent et la convergence se fait sur l'idée de *« régénération »* qui fut celle des Jacobins. La crise politique, le mépris pour la classe dirigeante et la corruption engendrent le projet de refonte de la nation italienne à droite et à l'extrême gauche, où l'on aspire pareillement à une nouvelle religion.



CEVIPOF-SCIENCES PO.

▲ **Lucien Jaume est philosophe et politiste, directeur de recherche émérite au CNRS et membre du CEVIPOF (Sciences Po).**

Ces deux idées créent l'accord paradoxal entre l'extrême gauche révolutionnaire et une droite qui rêve d'une nation idéale, qui cultive un nationalisme du devoir-être. Les deux tendances aspirent donc à une révolution que Mussolini vise à assumer.

Vous avez évoqué la volonté fasciste de fonder une nouvelle religion. Il en résulte un conflit avec l'Église catholique…

Mussolini est athée, Marinetti est violemment hostile au Vatican et, en 1919, le programme fasciste de San Sepolcro (ou manifeste des Faisceaux italiens de combat, ndlr) prévoit l'expulsion du pape et du roi en même temps que des mesures très à gauche – journée de huit heures, participation des ouvriers aux bénéfices des entreprises, coopératives rurales ; l'idée de religion n'est pas mentionnée.

Quand Mussolini arrive au pouvoir, il se convainc qu'il faut aider le pape, prisonnier au Vatican depuis que la monarchie unitaire a été instaurée. Après négociation, on débouche sur le Concordat de 1929 et sur l'établissement du Vatican comme État.

Très reconnaissant, le pape affirme que *« Mussolini est un envoyé de la Providence »,* il le répète après un attentat contre le Duce ; mais il envisage que l'Église et l'État fasciste coopèrent à la formation de la jeunesse chrétienne. Le Duce s'y oppose nettement : pour lui, la seule formation de la jeunesse, c'est, dit-il, la *« méthode totalitaire »*.

Le fascisme enseigne pour sa part qu'un peuple est proche de sa perte quand il refuse la violence, la guerre, l'empire colonial, et quand il accepte le libéralisme et la démocratie. Pie XI dénonce quant à lui la *« statolatrie païenne »* et provoque une violente réaction des fascistes qui entrent dans les églises et détruisent les statues.

Pie XI voudrait cependant aller plus loin et porter son offensive au cœur de l'idéologie fasciste en contestant la notion d'État totalitaire. Publiquement, ou lors de ses rencontres secrètes avec Mussolini, le pape affirme que c'est l'Église qui est vraiment totalitaire, non le fascisme ! Cela signifie que, de la naissance à la tombe, l'homme et la femme n'appartiennent pas à l'État mais à l'Église, c'est-à-dire à Dieu. Face au Vatican, Mussolini crée en 1930 une École de la mystique fasciste…

Quelle est l'attitude du Vatican face à la conquête de l'Éthiopie ?

Les fascistes proclament la *« guerre sainte »* et massacrent le clergé copte pour apprendre aux Éthiopiens la vraie religion ! Or les évêques et les archevêques cautionnent cette imposture criminelle dans leurs prêches tandis que Pie XI se tait. L'Église entre vraiment dans le fascisme : l'Empire d'Éthiopie (écrasée sous les bombes chimiques) reçoit l'aide des prêtres, évêques et archevêques en grande majorité.

Alors que Mussolini déclare en 1910 qu'il n'y aura jamais d'antisémitisme en Italie et se proclame sioniste, il décide de mener une politique antisémite. Pourquoi ?

L'Italie n'était pas antisémite et pourtant Mussolini, après de nombreux éloges des Juifs, lance en 1938 son *Manifeste de la race* qui est un torchon obscur et contradictoire opposant une race juive à la race aryenne-latine des Italiens. Au même moment, le Duce écrit à sa sœur que ce sont des sornettes, dont le régime a besoin. Quelques mois plus tard, des lois transforment les juifs italiens en citoyens de seconde zone. Mussolini ne cherche pas, au départ, à imiter l'Allemagne hitlérienne, mais ses représentants à Berlin lui écrivent que l'antisémitisme est un puissant facteur de mobilisation de la population allemande. Mussolini juge que les Italiens sont des moutons alors qu'il faut créer un *« homme nouveau »*. Pour réveiller le peuple, il désigne un ennemi intérieur, en expliquant que la bourgeoisie, c'est les Juifs et que, les fascistes étant anti-bourgeois, ils sont logiquement anti-juifs.

Le Duce voudrait créer la *civiltà* fasciste ; *civiltà* désignant tout à la fois la civilisation, la citoyenneté, les traditions culturelles, le mode de vie. Par ailleurs, Mussolini et les hiérarques fascistes affirment qu'ils ont découvert en Éthiopie le racisme, dont la supériorité sur la race éthiopienne. De même, il s'agit d'affirmer la supériorité italienne sur la « race » juive. Nous retrouvons là le pragmatisme de Mussolini, avec les conséquences que l'on sait dès lors que les nazis occupent l'Italie et que se crée la « République de Salò » (1943) livrant les Juifs aux Allemands. ■

Propos recueillis par Bertrand Renouvin.

► **Lucien Jaume, *La vraie nature du fascisme italien*, Tallandier, mai 2026.**

SOURCE : ÉDITIONS PLON. PHOTO : BRYCE DAVESNE.



▲ Natacha Polony, journaliste et essayiste, n'exclut pas de se lancer dans la course à l'Élysée. Elle a déjà lancé un mouvement.

Essai politique

La France, l'audace et… la présidentielle ?

par Casimir Mazet.

Le dernier essai de Natacha Polony a pris depuis quelques semaines une autre dimension. Désormais dans l'antichambre de l'arène électorale, la journaliste esquisse la vision d'une France fidèle à son histoire, qui oserait à nouveau rêver de progrès et de grandeur.

Un entretien accordé au *Parisien,* le 28 août 2026, a tout chamboulé. En déclarant se lancer en politique par volonté d'en *« perturber le jeu »*, Natacha Polony ouvre la voie à une potentielle participation à l'élection présidentielle d'avril 2027. Encore non officiellement déclarée candidate, la fondatrice de la revue *L'Audace* annonce la création d'un mouvement et commence ainsi à poser les jalons d'un rassemblement en vue des futures échéances. Est-ce une surprise ? Pas totalement, de la part d'une femme fortement impliquée dans la vie publique depuis le début des années 2000, lorsqu'elle fit ses classes au sein du Mouvement des citoyens lancé par Jean-Pierre Chevènement. Bien que l'ouvrage se veuille encore l'analyse d'une observatrice chevronnée, *La France corps et âme* synthétise bel et bien la pensée de son auteure, restée fidèle à une ligne sociale-souverainiste bienvenue.

Agriculture, éducation, industrie. – Citant Michelet (*« L'Angleterre est un empire, l'Allemagne un pays, une race ; la France est une personne »*), Natacha Polony persuade aisément que la France, telle une héroïne, ne peut retrouver son rang qu'à condition de préserver son âme et d'entretenir son corps, à charge pour chacun d'entre nous de plébisciter et célébrer les deux. Un inquiétant panorama s'offre au lecteur, celui d'un pays qui doute et s'enlise. Or, quel avenir possède une nation incapable de subvenir à ses besoins primaires ?

Il fallait s'éloigner de la capitale et de son entre-soi pour entendre battre le cœur de la France.

En citoyenne attachée à l'indépendance de la France, Natacha Polony sait que ce n'est plus seulement la bonne santé du secteur agricole qui est aujourd'hui en jeu, mais sa survie pure et simple. Aussi prend-elle la défense des appellations d'origine et du repas gastronomique français contre l'agro-industrie et l'uniformisation des produits consommés. Ou prône-t-elle encore l'éducation au goût et à la souveraineté alimentaire française contre la concurrence déloyale introduite par les règles actuelles de la PAC.

Même bien nourrie, que deviendrait une France sans individus éclairés ? L'effondrement du niveau scolaire remet en cause la capacité à former des ingénieurs, des scientifiques, des médecins, des cadres supérieurs. Ceux qui connaissent Natacha Polony ne seront guère étonnés de retrouver, chez l'ancienne enseignante qu'elle fut, une exigence renouvelée envers le cursus scolaire qu'il faudrait offrir aux jeunes Français pour redonner à l'école républicaine une autre ambition que de former de simples futurs consommateurs. À condition que de jeunes Français, il y ait encore… La chute dramatique de la natalité n'est pas le moindre des défis à relever dans les années à venir, ce que des politiques publiques volontaristes pourraient contribuer à relever. C'est d'ailleurs dans ce domaine que l'auteure se montre la plus aboutie dans ses propositions en évoquant notamment la construction de crèches et leur nationalisation, la revalorisation des carrières de puéricultrices, mais aussi des aides fiscales incitatives dès le premier enfant.

Quant à la capacité du pays à croître, elle est tragiquement remise en cause par une désindustrialisation causée par les politiques néolibérales. Le constat ne date pas d'hier mais il n'en demeure pas moins navrant et juste : *« Certains ont pu croire que la finance, les investissements à l'étranger, le luxe, le tourisme et quelques produits industriels haut de gamme comme l'aéronautique pourraient suffire à maintenir la*

France à flot. » Ainsi peuvent être résumées quarante années d'erreurs politiques tragiques... En un cercle vicieux sans issue apparente, le déclin des usines a entraîné le dépérissement des villes moyennes de province par la fuite de l'emploi, des services, des petits commerces et finalement des nouvelles générations d'actifs. À l'échelle du pays, il est en bonne partie responsable de notre endettement, générateur qu'il est d'une situation de déficit commercial chronique. La réindustrialisation – dans les faits, pas seulement dans les mots – apparaît comme un autre cheval de bataille que Natacha Polony enfourche, avec pour *leitmotiv* de redonner du sens au travail dans une époque où les *bullshit jobs* ont pris le pas sur les activités productives et nécessaires à la vie d'un pays (armement, énergie, matériel médical et produits pharmaceutiques…).

« D'où parles-tu, camarade ? » – Sur la plupart des sujets, Natacha Polony évite d'entrer dans le détail de réformes qui trahirait – trop tôt peut-être – une ambition autre que celle de peser dans le débat. Mais cet essai n'en constitue pas moins l'ébauche d'un projet alternatif pour la France. Projet de rupture s'il en est, ambitieux autant que populaire. Mais peut-on défendre un « projet populaire » et s'adresser à la France périphérique quand on l'observe depuis sa position de journaliste parisienne habituée des salles de rédaction et des studios ? Polony a l'habileté de prendre la plume depuis la Touraine et de parler de terres, de terroirs et de territoires. Il fallait s'éloigner de la capitale et de son entre-soi pour entendre battre le cœur de la France.

L'enracinement qu'elle décrit si bien n'est pas simplement l'attachement charnel à un espace ; il est avant tout la liaison avec un passé. Elle est de ceux qui, avec Marc Bloch, vibrent au sacre de Reims comme à l'évocation de la Fête de la Fédération. De ceux qui préfèrent la réconciliation des mémoires à leur confrontation obsessionnelle. De ceux enfin qui défendent, face au *globish,* la beauté et la richesse de la langue française comme sa capacité de projection internationale à travers la francophonie. L'essayiste perçoit qu'on ne saurait parler aux Français sans les assurer du respect de leur histoire, leurs racines et leurs idéaux.

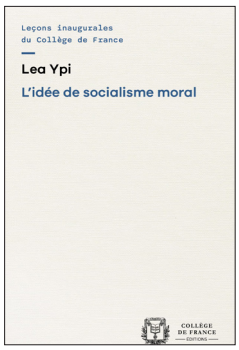
On ne s'y méprend pas : *La France corps et âme* n'est pas qu'un hommage humble mais sincère à un pays et une Nation. Il porte à l'évidence l'envie d'aller plus loin, le refus de laisser de mauvais choix politiques ruiner plus longtemps une société aux origines millénaires. La déclinaison de cette ambition pour la France en un programme politique détaillé et chiffré serait la dernière pierre à l'édifice que devra poser Natacha Polony, si elle entend sérieusement prendre part à la prochaine présidentielle. ■

► **Natacha Polony, *La France corps et âme*, Plon, mai 2026.**

Politique

Un socialisme moral ?

***L'idée de socialisme moral,* par Lea Ypi, Leçons inaugurales du Collège de France, Éditions du Collège de France, juin 2026.**



Loin des agitations électorales et des étiquettes politiciennes insignifiantes, s'esquisse une renaissance de la pensée socialiste qui ne peut nous laisser indifférents.

Professeur de théorie politique à la London School of Economics, Lea Ypi est la fille d'un social-démocrate albanais qui ne renia jamais ses idées à l'époque communiste, malgré les quinze ans de prison auxquels il fut condamné.

Inscrite comme son père dans la tradition du socialisme démocratique européen, Lea Ypi entend reprendre et prolonger des idées qui ont été effacées à l'Est lors du sinistre « passage à l'économie de marché » après 1989 et qui ont été discréditées à l'Ouest par les reniements successifs des partis socialistes.

Dans sa leçon inaugurale au Collège de France, l'éminente universitaire londonienne a ouvert une réflexion sur l'idée de socialisme moral qui prend appui sur l'héritage des Lumières et sur une pensée marxienne nettement démarquée du bolchevisme. La démarche est audacieuse. Au siècle dernier, les socialistes ont rejeté la morale religieuse et l'idéalisme des Lumières qui est aujourd'hui mis en procès de diverses manières.

Lea Ypi veut quant à elle sauver l'universalisme des Lumières et sa rationalité face à la déraison contemporaine et aux pulsions racistes. Il s'agit de concilier Kant et Marx dans un projet politique qui s'ordonne autour de l'exigence de liberté : *« Le socialisme moral pousse jusqu'à leurs conséquences les plus exigeantes les idées de liberté au cœur du projet libéral. Il relie liberté individuelle et liberté sociale, faisant ainsi progresser le projet des Lumières. En un slogan : le socialisme est le libéralisme sans le capitalisme. »* La notion de liberté individuelle est immédiatement intelligible, mais pas celle de *« liberté sociale ».* Pourquoi ne pas invoquer clairement la justice sociale et assumer une relation dialectique entre la justice et la liberté qui implique, il est vrai, la médiation étatique ?

Cela dit, Lea Ypi est tout à fait pertinente lorsqu'elle explique qu'un socialisme moral est possible alors qu'un capitalisme moral ne l'est pas. Cela pour une simple raison : le socialisme renvoie au social, qui vient du latin *socius* – le compagnon ; le capitalisme s'empare des choses et les accumule en vue du profit, or *« il y a quelque chose de problématique dans une société qui fait dépendre la relation entre les personnes de leur rapport aux choses ».*

Il faudrait donc s'inspirer de la pensée des Lumières pour penser les conflits sur le marché mondialisé, pour maîtriser une crise politique multiforme, pour réaffirmer les fins universelles face aux intérêts particuliers et retrouver le cosmopolitisme. Les trois premiers points suscitent d'autant plus facilement l'adhésion que la réflexion critique sur la modernité néolibérale s'est beaucoup affinée depuis quarante ans.

La question du cosmopolitisme suscite en revanche de sérieuses réserves. Dénoncer le repli sur l'État-nation, c'est rejeter l'une des réalités constitutives de l'Europe et la seule voie collective d'accès à l'universel. Cela ne signifie pas qu'on se résigne au nationalisme puisque, sur notre continent, les nations s'efforcent depuis longtemps de former un concert des nations – sans y parvenir toujours… Il est possible de défendre l'intérêt national et de participer à une internationale des nations qui prenait chez Kant la forme d'un « Congrès permanent des États ».

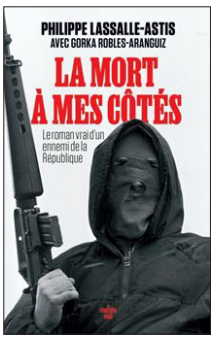
Le socialisme tel que le conçoit Lea Ypi implique une profonde transformation des institutions internationales. C'est en effet une nécessité et nous avons souvent plaidé pour que cette transformation se fonde sur les principes énoncés par la Déclaration de Philadelphie, la Charte de La Havane et la Déclaration de Stockholm.

Dernier point, qui s'adresse à tous ceux qui préconisent le *« socialisme moral »* ou diverses formes de démocratie sociale : qu'il s'agisse des relations internationales ou des enjeux sociaux, il n'est pas possible de faire l'impasse sur la question des institutions politiques qui portent sur la définition du pouvoir politique et sur l'organisation de l'État. C'est la négation du Politique en tant que tel qui a conduit les socialismes du XX^{e} siècle à de sinistres échecs ou à des issues totalitaires. ■

YVES LANDÉVENNEC.

Rébellion

Un destin à part



***La mort à mes côtés,* par Philippe Lassalle-Astis et Gorka Robles-Aranguiz, Le Cherche midi, 160 pages, mai 2026.**

Chaque destinée humaine est unique car elle est d'abord écrite par l'être qui en est à la fois l'auteur et ►

l'acteur. Celle de Philippe Lassalle-Astis est un roman véridique qui ne ressemble à aucun autre.

En 2024, se sachant condamné par la maladie, il a souhaité confier à son ami Gorka Robles-Aranguiz, chroniqueur, les principales étapes d'une vie fortement marquée par la violence sous ses multiples formes mais aussi par le rejet de l'autorité quelle qu'elle soit, l'amour de la justice et de la liberté, les amitiés indéfectibles et la loyauté qui s'y rattache.

Né en février 1950 dans un hôtel particulier du VIII[e] arrondissement d'une mère issue de la haute bourgeoisie parisienne et d'un père descendant de la noblesse béarnaise, colonel commandant l'école des officiers de réserve de Caen-Carpiquet, il subit une éducation extrêmement stricte et austère où les châtiments corporels sont monnaie courante et l'affectif quasiment inexistant. Seule la pratique intensive de la boxe lui permettra d'évacuer sa colère et sa rage.

En rejeton d'une bonne famille catholique béarnaise, il se retrouve, dès la pré-adolescence, élève à l'institution Notre-Dame de Bétharram, devenue récemment tristement célèbre. Et il y subira, avec beaucoup d'autres, les sévices qui y avaient cours. Refusant de s'y soumettre docilement et devant l'absence de soutien de ses parents, il vole un pistolet à son père et quitte, à douze ans et demi, l'institution et le domicile familial pour Paris après avoir tiré sur des gendarmes qui venaient l'intercepter à la gare de Pau. Le premier chapitre de sa future vie venait de s'écrire et allait, sans marche arrière possible, irrémédiablement donner la tonalité de cette dernière : la rébellion, la violence et la délinquance.

Les autres chapitres lui feront croiser en Mai 1968, plus par goût de la bagarre que par conviction politique, la route de Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir et Daniel Cohn-Bendit (sans savoir le moins du monde qui ils étaient) et de quelques « célébrités » de cette époque. Mais aussi celle de l'ETA (Euskadi ta Askatasuna), l'organisation indépendantiste basque espagnole en guerre contre le franquisme. Après une bagarre dans un bar, il sympathise avec un membre de l'ETA, lui rend quelques services et devient ainsi la cible, en 1977, d'une tentative d'attentat, fomenté par l'extrême droite espagnole, contre lui-même et ses filles. Sa riposte sera alors de mettre au service de l'ETA ses talents d'artificier et de combattant acquis au Tchad dans la Légion étrangère où il avait accompli son service militaire au sein d'un bataillon disciplinaire.

L'histoire de cette vie peu banale nous fait revivre les années de braise qui ont précédé et suivi la mort de Franco et partager la volonté politique, spectaculairement manifestée le 23 février 1981 par le roi Juan Carlos 1[er] puis par tous les gouvernements espagnols, de tourner définitivement la page du franquisme pour aboutir le 20 octobre 2011 à la dissolution de l'ETA. ■

LOÏC DE BENTZMANN.

Histoire

Comprendre la RDA



***Histoire globale de la RDA*, par Nicolas Offenstadt, Tallandier, 539 pages, janvier 2026.**

Nicolas Offenstadt nous invite, dans un nouvel ouvrage, à comprendre la réalité de la RDA à travers une histoire globale de ce pays disparu. Dans l'Europe qui se construit après 1945, la RDA va devoir passer du statut de zone d'occupation soviétique à celui d'État nouveau à la tête d'une société en quête d'identité. Celui-ci se présente comme l'héritier des luttes populaires en Allemagne, annexant Thomas Müntzer à son panthéon héroïque. Il se veut aussi le continuateur de la Révolution de 1917, de la lutte antifasciste en Allemagne et en Europe dans les années 1930 et l'allié de l'Union soviétique. De ce fait, il s'inscrit dans le réseau de relations qu'entretiennent entre eux les États d'Europe de l'Est tant sur le plan militaire qu'économique. Il se veut le chantre de l'anti-impérialisme, soutenant les mouvements de décolonisation en Afrique, en Asie, en Amérique latine avec des fortunes diverses. Acteur du conflit Est-Ouest en Europe, il ne cesse de prôner un pacifisme armé. Il s'efforce de traduire dans l'espace social, la culture et l'éducation, cette « identité socialiste ».

La société est-allemande est-elle l'expression d'un projet totalitaire ? Certes, le Parti communiste à l'image des autres pays « d'Europe de l'Est » détermine seul le projet politique du pays et encadre à tous les niveaux et dans toutes ses sphères d'activité la société. Pour autant, l'analyse se doit d'être nuancée. À côté du parti dirigeant, né de la fusion des communistes et des socialistes en 1946, plusieurs partis existent – créations du pouvoir central – censés intégrer au nouveau régime des couches de la population non ouvrière. Si l'économie est planifiée et largement étatisée, des marges de manœuvre existent. Une petite partie de l'agriculture échappe au contrôle de l'État et, du moins au début, les anciens cadres dirigeants sont intégrés aux combinats créés par le régime. Un absentéisme plus ou moins toléré, des résultats truqués, le détournement de certains matériaux témoignent d'un accommodement peu socialiste avec les règles en vigueur. Le monde intellectuel n'est jamais totalement contrôlé, pas plus d'ailleurs que les Églises. Cela explique une surveillance étroite de la société et une répression qui peut se montrer particulièrement féroce.

Cet État qui se veut porteur d'une espérance nouvelle s'effondre cependant en quelques mois en 1989 et 1990. Son système économique échoue à tenir ses promesses de prospérité et d'abondance, et la comparaison avec l'autre Allemagne s'avère de plus en plus cruelle au fil des années. La structure du système politique empêche toute réforme véritable malgré des bonnes volontés hors du parti au pouvoir et en son sein. L'incapacité des dissidents à définir un autre socialisme, et de concurrencer « le rêve occidental », l'habileté des hommes politiques ouest-allemands, l'abandon de l'URSS expliquent l'effondrement du système. Aujourd'hui, l'espérance à nouveau trahie engendre la tentation d'un autre modèle, plus autoritaire celui-là. ■

MARC SÉVRIEN.



WIKIPEDIA/

▲ Les 40 ans de la RDA fêtés par les dirigeants du bloc soviétique à Berlin en octobre 1989.

DR.



Par Gérard Leclerc

Quelle identité ?

N'y a-t-il pas une curieuse complicité entre Jean-Luc Mélenchon, qui se réclame d'une nouvelle France en chantant les avantages d'une créolisation culturelle, et toute une mouvance de droite qui entend défendre et même retrouver une identité civilisationnelle en danger de disparition ?

Il s'agit bien sûr de deux mouvances absolument contraires, mais qui se battent sur un même terrain : celui de la recherche métapolitique des fondements de la cité. Le débat ne concerne pas seulement les formations politiques ; il s'est introduit dans le milieu catholique, entre progressistes et traditionalistes pour simplifier les choses. Les premiers considèrent que la notion d'identité chrétienne va à l'encontre de l'esprit même de l'Évangile, les autres affirment qu'il y a une incarnation historique du christianisme.

Si l'on se réfère à quelques repères dans le temps, on comprend mieux l'origine d'un tel désaccord. Dans les années soixante-dix, on parlait de la disparition des grands systèmes de sens, notamment celui du marxisme idéologique qui avait dominé la scène universitaire de l'après-guerre. Mais le christianisme lui-même était en cause, avec l'effondrement de la pratique religieuse en Occident. Guillaume Cuchet a fait remarquer à ce propos qu'un tel effondrement était lié au fait que la génération adolescente des années soixante était dépourvue de toute initiation à la doctrine chrétienne.

On a beau disserter sur une évolution qui correspondait à la modernité tardive ou à la postmodernité, on ne peut pas échapper au sentiment que la *« culture du vide »* chère à Gilles Lipovetsky appelait une recherche comblant plus ou moins ce vide. La vogue de tout un ésotérisme religieux pouvait constituer une première réponse, mais elle était à la merci de modes éphémères.

Du côté politique, la première réponse à cette requête émanera de la Nouvelle Droite, à l'instigation de personnalités comme Dominique Venner et Alain de Benoist. On a oublié aujourd'hui que cette Nouvelle Droite a exercé une attraction intellectuelle considérable sur la droite en général lorsque, sous l'instigation de Louis Pauwels, elle forma la première équipe du *Figaro Magazine*. Un livre récent rappelle le rôle que nous avons joué alors dans la contre-offensive qui mit fin à cette conquête du pouvoir. Une formule de Dominique Venner dit en quoi consistait cette tentative métapolitique de renouveler les fondements mêmes de notre culture : *« Que serait celle de "l'homme européen moderne" ? Nous ne rêvions pas seulement d'une Europe de la jeunesse et des peuples, dont la préfiguration poétique était la chevalerie arthurienne. Nous imaginions cette Europe charpentée autour d'un noyau de l'ancien Empire franc, un espace spirituel, politique et économique suffisamment assuré de soi pour ne rien craindre de l'extérieur. »*

En d'autres termes, il s'agissait de revenir aux origines de la civilisation européenne pour récupérer une identité perdue. Et cette identité passait par le retour à l'ancien paganisme, associé à un réalisme biologique, racialiste, et à un européisme se passant de la construction nationale en réanimant les patriotismes locaux, une Europe aux cent drapeaux.

Plus d'un demi-siècle après cette formulation, cette Nouvelle Droite continue certes de s'exprimer dans diverses publications, surtout la revue *Éléments,* toujours dirigée par Alain de Benoist. Une revue qui n'est pas sans qualités, d'une orientation ferme de droite, mais dont on se demande à quel point elle reste fidèle à l'inspiration des origines.

L'esprit païen y a toujours sa place, mais de façon résiduelle. On peut trouver chez ces rédacteurs des catholiques tradis et même, parmi les fondateurs, certaines évolutions qui vont jusqu'à la rétractation des convictions de jeunesse. Sans doute le suicide spectaculaire de Dominique Venner devant le maître-autel de Notre-Dame de Paris est-il célébré comme l'acte d'un samouraï pour réveiller la mémoire d'un Occident endormi. Mais en quoi consiste le réveil de la conscience européenne tant attendu ?

Curieusement, cette attente se trouve partagée par d'autres identitaires qui, eux, poursuivent leur quête jusqu'à la redécouverte du christianisme. Il s'agit là d'une tendance minoritaire dont la présence s'impose désormais à la hiérarchie catholique. Academia Christiana groupe des centaines de jeunes gens dans ses universités d'été. Des jeunes venus de l'incroyance, avec des parents et même des grands-parents qui avaient abandonné toute pratique religieuse. Que ce retour au christianisme passe par la recherche des origines et de la réappropriation d'une identité fondatrice implique-t-il une complicité avec la Nouvelle Droite ? La meilleure preuve en est la participation commune au colloque de l'Institut Iliade qui se tient toujours autour de *« la longue mémoire européenne »*.

Coexistence problématique entre chrétiens résolus et adeptes d'une vision complète, cohérente, fondée sur le triptyque homérique : la nature comme socle, l'excellence comme norme, la beauté comme horizon. Cette sensibilité peut-elle être mise en rapport avec la situation générale de la société française ? Je pense personnellement que oui, en tenant pour preuve paradoxale les positions actuelles de Jean-Luc Mélenchon et des Insoumis. Sans doute peut-on se méfier de la stratégie d'un vieux militant trotskiste, habile au retournement opportun. Mais la captation des suffrages d'une autre France correspond à l'évolution de toute une démographie. Quand, dans le ciel de Strasbourg, se dressera bientôt une gigantesque mosquée en concurrence avec la flèche de la célèbre cathédrale, on pourra légitimement s'interroger sur la nature de cette nouvelle France.

En contraste avec la rhétorique de Mélenchon, on observe la prudence des autres formations politiques et même du Rassemblement national de Marine Le Pen. À l'encontre d'Éric Zemmour, qui est le seul à brandir la question de l'islam, les dirigeants de cette formation se concentrent surtout sur les problèmes de l'immigration incontrôlée, même s'ils ont relancé la polémique sur le voile ces derniers jours pour occuper aussi ce terrain. Pourra-t-on échapper longtemps à la dimension civilisationnelle de la coexistence de populations diverses ? Il conviendra de parer à tout risque de possible croisade ou de possible djihad. Mais les leçons de l'histoire sont cruelles, et les solutions proposées, à l'instar de la laïcité et des valeurs républicaines, paraissent bien faibles eu égard aux difficultés à vaincre.

La laïcité se définit comme neutralité de l'État, même si n'échappent pas certains choix éthiques, mais elle ne dresse qu'un obstacle fragile face au phénomène islamique. Quant aux valeurs républicaines, elles sont de l'ordre de l'engagement civique, certes nécessaire, mais démunies devant un défi civilisationnel. Dès lors, le débat se meut de plus en plus sur un domaine intellectuel. Puisse-t-il être de nature pacifique !

► François Dambelin, *La Nouvelle Droite : un panorama historique et métapolitique,* Iliade, éd. La Nouvelle Librairie, avril 2026.
► Julien Langella, *Catholiques et identitaires. De la Manif pour tous à la reconquête.* Préface de Guillaume de Tanoüarn, éd. Dominique Martin-Morin, 2017.

SOURCE : WIKIPÉDIA. PHOTO : JANINE SPROUT.



Promenade littéraire

Nous n'avions qu'un seul Paul Nizan

par Indiana Sullivan.

Nizan a traversé le XXe siècle comme une comète pour venir mourir à 35 ans, au combat, le 23 mai 1940 à Recques-sur-Hem, Pas-de-Calais. Redécouvert dans les années soixante sous l'impulsion de Jean-Paul Sartre, il n'aurait, surtout, jamais dû « tomber » dans l'oubli.

« *Nizan, c'était un trouble-fête. Il appelait aux armes, à la haine : classe contre classe ; avec un ennemi patient et mortel, il n'y a pas d'accompagnements ; tuer ou se faire tuer : pas de milieu. Et ne jamais dormir.* » C'est en ces termes que Jean-Paul Sartre évoque son ami de toujours, son modèle même, son *« petit camarade »*, Paul Nizan, tué en 1940. Nous sommes en 1960 et ces lignes, écrites par l'auteur de *La Nausée* dans la préface d'*Aden Arabie* résonnent étrangement. Vingt ans plus tôt, Paul-Yves, comme l'appelait sa femme Henriette, avait laissé un souvenir mémorable : celui d'un homme foudroyé par la guerre, parti trop jeune en ayant encore tellement à écrire, celui d'un époux et d'un père aimants, d'un ami fidèle, d'un homme libre de plaire et de déplaire, allant jusqu'à quitter le Parti communiste après avoir dénoncé le Pacte germano-soviétique. Le PCF ne lui pardonnera pas. C'est un fait : il le rayera de la liste des Écrivains combattants et répandra le bruit qu'il était un traître à la solde du ministère de l'Intérieur.

Du rêve de Grand Soir à la leçon de vie. – Nizan était l'homme à avoir tout prévu, tout vu, tout compris, avant tout le monde. Ses romans, typiques des intellectuels engagés du début du XXe, mettent en scène, le plus souvent, des groupes de jeunes étudiants en proie à un vorace désir de Grand Soir. Dans l'entre-deux-guerres, ils vivotent sans flamme, sans femme, sans passé terrible et glorieux et sans avenir décidé, trop occupés à penser, croient-ils. Emplis d'une naïve bonne volonté, ils vont au-devant des désirs d'autrui.

Des mots écrits en 1932 qui éclatent encore aujourd'hui comme des pétards de vérité.

Ainsi, dans *La Conspiration,* la petite bande entend voler des plans militaires pour les fournir au PCF (qui n'a rien demandé). Leur but : se prouver qu'ils vivent, qu'ils ressentent les choses vraiment, qu'ils contribuent à bouleverser un ordre établi injuste. Ce sera un fiasco. La trahison, l'amour, le chagrin sont de cruels compagnons qui sauront les renvoyer au-dedans d'eux-mêmes. Mais cette expérience ratée leur servira de parcours initiatique. Le personnage de Philippe, qui a failli mourir de maladie, n'exprime-t-il pas pour la première fois la joie d'être en vie ? *« Ce bonheur de se reconquérir l'absorbait entièrement, il ne se préoccupait au monde que de la conscience retrouvée de l'existence ; il s'écoutait respirer, il posait une oreille contre son oreiller pour entendre son sang. »* Le jeune homme le sait, *« il n'avait plus une seconde à perdre pour exister rageusement ».*

À la fin du roman, on comprend que Philippe va renoncer à toute vie militante (donc sacrificielle). La vie est déjà une bénédiction, alors pourquoi ne pas se laisser vivre et aimer (notamment par sa mère) et entrer dans une existence immédiate, quotidienne ? Mais n'aura-t-il pas de regrets ? Ne vit-on pas aussi pour et par nos idéaux ? La finesse de Nizan est de laisser la question en suspens. Le point d'équilibre est à trouver en chacun de nous, visiblement. Ou dans la Révolution, si l'on n'y renonce pas.

Nizan et la condition féminine. – Nizan était également un écrivain qui savait parler des et aux femmes. Un homme féministe avant l'heure. Et c'est un point généralement peu évoqué quand on se penche sur son œuvre et sa vie. Alors que son ami Sartre fait le choix, avec Beauvoir, de « l'amour libre », Nizan s'ancre dans un couple fusionnel, passionnel et monoga-

me avec Henriette Alphen. Il épouse cette dernière le 24 décembre 1927, en présence de deux témoins : Sartre et Aron. Henriette sera sa femme, la mère de ses deux enfants, son grand amour, sa confidente, son soutien. *« Il n'y aura pas de plus belle chose pour nous que notre amour »,* lui écrit-il quelques mois avant qu'ils se marient.

Il est intéressant de noter l'effet de miroir inversé entre lui et Sartre : alors que Nizan se distingue par sa soif d'engagement proche de l'absolu (dans son couple monogame et encarté au PCF), Sartre apparaît comme moins charpenté à cette époque : son engagement politique réel sera plus tardif et son couple « libre » a donné lieu à d'innombrables triangles amoureux, laissant sur le carreau des jeunes filles, victimes du jeu entre lui et le « Castor ».

Mais Nizan n'est pas seulement un homme fou de sa femme. Il défend la Femme et son sort tragique en ce début de siècle. Dans *Le Cheval de Troie,* huit pages sont consacrées à la mort de Catherine, après un avortement. Nous sommes dans les années trente, l'IVG est interdit et les femmes, notamment les plus pauvres, risquent leur vie en passant entre les mains des « faiseuses d'anges ». Catherine agonise, seule, dans son lit, sentant et ressentant la vie qui s'écoule peu à peu d'elle. Les termes sont incisifs, sans réconfort, pas même celui d'avoir eu une vie heureuse (son mari la rabrouait et lui reprochait ses grossesses) : *« Elle était trop entamée, tarie par elle pour se débattre et c'est le débat qui crée l'angoisse, elle ne se disait pas : je vais mourir et j'ai vingt-six ans et j'avais tellement de choses à faire, elle était déjà trop fatiguée pour exiger de vivre encore… »* Derrière cette individualité volée, comment ne pas voir la condamnation que fait l'auteur de la société ?

Les Chiens de garde. **–** Nizan n'use pas que de la fiction pour porter des problématiques réelles de son temps. Dans son pamphlet bien connu, *Les Chiens de garde,* il s'en prend aux philosophes et aux intellectuels académiques de la III^e^ République. Il les accuse de se prétendre neutres, objectifs et désintéressés, alors qu'ils vivent sans contraintes matérielles : *« Il faudra expliquer comment un philosophe est actuel et comment il peut en paroles et en pensée ignorer son actualité. »* Et d'ajouter : *« Nous vivons dans un temps où les philosophes s'abstiennent. Ils vivent dans un état de scandaleuse absence. »*

Pour lui, ces penseurs servent les intérêts de la bourgeoisie en maintenant un ordre en place et en détournant le regard des souffrances humaines. Des mots écrits en 1932 qui éclatent encore aujourd'hui comme des pétards de vérité, pour qui prendra la peine de lire cet écrivain de génie. Car, oui, nous n'avions qu'un seul Paul Nizan. ■

Concerts

L'événement Céline

C'est le grand retour de Céline Dion à Paris en cette rentrée, et, quoi qu'on en pense, c'est un événement planétaire.

À quoi reconnaît-on une étoile internationale dans le milieu de la musique populaire ? Tout d'abord grâce à un talent incontestable qui passe par une technique vocale exceptionnelle, un sens de la scène naturel et un rapport iconique avec le public. Viennent ensuite le « star-système » et la machine commerciale et industrielle qui l'accompagne, parfois jusqu'à la nausée. Et il faut bien avouer que dans le domaine de l'exploitation économique d'un produit, l'Amérique du Nord excelle !

Car oui, le chanteur est devenu un produit comme un autre, et plus il est scandaleusement excentrique, plus il est visible et *bankable*. Dieu merci, certains artistes profitent de leur notoriété pour accompagner des causes justes, tandis que la majorité continue à vendre de la bouillie infâme assaisonnée de musique laborieuse et de textes primaires qui alimentent les réseaux sociaux d'adolescents immatures plus habiles dans le mouvement de leurs fessiers que dans l'ouverture d'esprit.

Mais revenons à notre sujet, car dans le domaine de la starisation, il convient malgré tout de rendre hommage à l'une des plus grandes stars mondiales qui fait son retour sur scène à partir du 12 septembre à Paris. Car s'il fallait faire un classement parmi les plus grandes, Céline Dion serait sans aucun doute dans le trio de tête avec Barbara Streisand et Madonna. Nous l'avions vue resplendissante en majesté lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques en 2024 pour une seule et unique chanson, *L'Hymne à l'amour,* d'Édith Piaf, chantée du premier étage de la tour Eiffel. Et le choix de Paris pour son retour n'est pas un hasard. D'abord parce qu'entre elle et la France, c'est une longue histoire d'amour. *« Pour moi, la France c'est l'amour pur et la langue française c'est le sang qui coule dans mes veines »,* avait-elle déclaré dans un entretien télévisé en 2015.

Et la France le lui rend bien puisque c'est à Paris, à l'Olympia, qu'elle donna son premier concert en 1984. Ainsi sa carrière est lancée, et en quelques années, elle enchaîne les succès. D'abord dans *Starmania,* la comédie musicale d'un autre Québécois, Luc Plamondon, dans laquelle elle interprète *Ziggy.* Puis elle rencontre Jean-Jacques Goldman sur la scène des *Enfoirés,* avec lequel elle sort l'album *D'eux* qui fera date, avec 10 millions de disques vendus. De cette collaboration naît une complicité entre eux deux et une amitié qui ne s'est jamais démentie depuis. Un retour sur scène de JJG à l'occasion de la tournée de la diva serait une surprise et rendrait l'événement encore plus exceptionnel. Son public en rêve…

Puis c'est la consécration avec les deux dates de juin 1999 au Stade de France qui rassemble plus de 180 000 fans. À l'aube de l'an 2000, Céline a vendu près de 130 millions de disques (260 millions aujourd'hui) dans le monde grâce à son talent, à son travail acharné et aussi à son manager et mari René Angelil avec lequel elle a deux enfants. Sa carrière se poursuit essentiellement aux États-Unis ; en résidence à Las Vegas durant plusieurs années, elle accueille plus de 4,5 millions de spectateurs. Puis, pour ses quarante ans, elle part pour une tournée mondiale de 135 dates ▸



SOURCE : CAPTURE D'ÉCRAN FRANCE2.

▲ **Céline Dion a interprété *L'Hymne à l'amour* depuis le premier étage de la tour Eiffel lors de la cérémonie d'ouverture des JO de Paris le 26 juillet 2024.**

dans 25 pays. Luc Plamondon dit d'elle alors : *« À 40 ans, c'est la plus grande chanteuse au monde. »* Après plusieurs albums, quelques tournées, notamment en Europe, et le décès de son époux, vient une longue période d'absence qui débute avec la pandémie de Covid et plusieurs reports de concerts à cause d'une maladie rare qui l'empêche de travailler mais dont elle n'a rien caché à ses fans (*« Ma vie est un livre ouvert. »*).

Voilà, c'est ainsi que s'est construite la légende. Alors ne boudons pas notre plaisir, car après plusieurs mois d'actualité anxiogène et de catastrophes en tout genre, nul doute que Céline fera chanter son public à pleins poumons et fera vibrer les cœurs de ses admirateurs à l'unisson dans un esprit de communion fraternelle. ■

D. J. HELLER.

▶ Seize concerts à partir du 12 septembre à la Plenitude Arena Paris, à Nanterre-La Défense (la plus grande salle de spectacle d'Europe) et dix concerts supplémentaires en mai 2027.

Photographie

Un village breton

Juillet 1972 : de retour de vacances, une aristocrate trentenaire s'arrête par hasard dans un village breton de 400 habitants, près de Fougères, aux confins de la Normandie et du Bas-Maine. Pendant près de dix ans, Madeleine de Sinéty (1934-2011) photographie au quotidien les habitants de la commune de Poilley (Ille-et-Vilaine) et des environs, au milieu desquels elle décide rapidement de vivre. Son appareil photo toujours à portée de main, elle réalise plus de 50 000 diapositives.

Les moissons, la production du cidre, l'élevage du bétail, la traite des vaches, le petit commerce local, les bals du dimanche après-midi, les matchs de football… tout y passe, avec une attention particulière portée aux différents âges de la vie, de l'enfance à la vieillesse. Madeleine de Sinéty s'installera par la suite aux États-Unis (en Californie, puis dans le Maine) avec son second mari et ses enfants, non sans revenir à Poilley ou accueillir les enfants du village outre-Atlantique.

Le musée du Jeu de Paume, dans le jardin des Tuileries à Paris, présente une rétrospective de cette artiste qui embrasse une production bien plus large que son travail à Poilley. L'exposition *Madeleine de Sinéty. Une vie* restitue cette trajectoire dans son ensemble : un quartier parisien qui disparaît sous les grues, des cheminots de Montparnasse, des diapositives d'époque projetées en grand format, et jusqu'aux carnets où elle consignait, presque chaque jour, ses observations.

Mais cette séquence bretonne restera comme son travail ethnographique et artistique le plus abouti. Il nous introduit dans ce que le sociologue Henri Mendras appelait dès 1967 *La Fin des paysans,* période circonscrite aux Trente Glorieuses qui vit la fin tragique d'une société paysanne française multiséculaire.

Cette exposition s'accompagne d'un documentaire émouvant de la réalisatrice Julie Bertuccelli qui est allée à la rencontre des amis de Madeleine et de leurs enfants à Poilley. Il permet de mesurer la profondeur de la trace laissée sur place par la photographe. ■

JÉRÔME BESNARD.

▶ Exposition : *Madeleine de Sinéty. Une vie.* Jusqu'au 24 septembre, au Jeu de Paume, 1, pl. de la Concorde 75001 Paris. Fermé le lundi.
▶ Livre : *Madeleine de Sinéty, Une vie,* Delpire & co, 2026.
▶ Documentaire : Julie Bertuccelli, *Le Village de Madeleine,* 2026, 70 minutes. En accès libre sur le site france.tv.



© SUCCESSION MADELEINE DE SINÉTY.

▲ Fest-noz à Poilley vers 1974.

Art de vivre

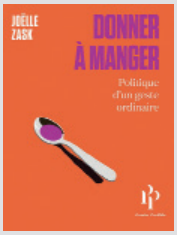
Alimenter ou nourrir

Manger est un besoin physiologique nécessaire à la vie. Mais cet acte vital peut aussi entraîner plaisirs et émotions, faire écho à notre culture et à notre rapport aux autres.

Joëlle Zask, philosophe, enseignante à l'Université Aix-Marseille, a étudié la façon de donner à manger. Sur RFI (09/05/2026), elle fait une distinction entre les termes alimenter et nourrir. Alimenter une personne, c'est lui faire absorber un *« carburant »* nécessaire à sa vie. Nourrir quelqu'un, c'est *« le faire grandir, l'accompagner dans sa croissance »*. Ici, il y a un rapport civilisateur. Lorsque l'on donne à manger, il faut trouver *« le bon geste, la bonne manière de faire, la bonne quantité »* afin que le destinataire soit accompagné dans l'acte de manger et non simplement assujetti à un service qu'on lui procure de l'extérieur. Bien lui donner à manger, c'est s'adapter à ses désirs, ses besoins, ses attentes, ses habitudes alimentaires et culturelles.

Afin de ne pas seulement alimenter mais de bien nourrir, il est parfois nécessaire de réapprendre d'où vient ce qui arrive dans nos assiettes. Pour Joëlle Zask, *« on a perdu la science, la connaissance, la tradition alimentaire normale qui permettait d'être en phase avec notre milieu et d'intégrer la nourriture dans l'écosystème global »*. Il y a une inculture sur l'origine de ce que l'on mange et le fait de ne pas se poser la question *« fait partie de la dépendance générée par notre système agroalimentaire ». « Le commerce international commence avec des drogues et des produits dopants : le thé, le café, […] la canne à sucre. »* Nous sommes aujourd'hui physiquement dépendants de certaines substances, qu'en outre nous ne produisons pas toujours. Aussi, l'industrie agro-alimentaire, avec ses produits ultra-transformés et ne manquant pas d'intégrer des substances addictives (sucre notamment), se joue de nos dépendances à l'égard des produits dont nous avons besoin, et qui proviennent parfois d'horizons très lointains.

M. B.



▶ Joëlle Zask, *Donner à manger, politique d'un geste ordinaire,* Premiers Parallèles, mars 2026.



COUR ROYALE DE NORVÈGE - CAPTURE D'ÉCRAN

Norvège

Les défis du nouveau roi Haakon VIII

par Marie-Jo York.

▲ **Haakon VIII,** nouveau roi de Norvège, lors d'une allocation télévisée annonçant le décès de son père Harald V, le 28 août à Oslo.

En Norvège, Haakon VIII succède à Harald V, décédé le 28 août à Oslo, après 35 ans de règne. Retour sur une monarchie née de la séparation avec la Suède en 1905, entre continuité dynastique et défi de succession à venir.

« *Le roi est mort ; vive le roi.* » La force de la monarchie héréditaire réside dans sa loi de succession en vertu de laquelle il n'y a pas de vacance, pas de débat, pas d'élection. Il n'y a aucune interruption à la tête de l'État. Cette force est aussi une faiblesse. Car, sous couvert de continuité dynastique, se cache un sentiment partagé par la population et par le nouveau roi d'un re-commencement, d'une évolution sinon d'une révolution. Cela s'applique à la succession norvégienne entre Harald V, 89 ans, et son fils Haakon VIII, 53 ans.

« Roi à la fois des royalistes et des républicains » – La séparation de la Norvège et de la Suède en 1905 avait été abondamment commentée. La formule constitutionnelle de l'union personnelle datait de 1814, instituée au profit de la dynastie Bernadotte toujours régnante aujourd'hui à Stockholm. Elle se substituait à la longue dépendance de la Norvège à l'endroit du royaume de Danemark. Le premier roi de Norvège, en 1905, fut un prince cadet de la maison de Danemark. Plusieurs conséquences découlent à ce jour de cet événement.

D'abord, il résulta d'une élection par le Parlement norvégien, le *Storting*. Le premier geste du nouveau roi Haakon VIII et de la princesse héritière Ingrid-Alexandra comme régente fut de prêter serment au Storting dès le 1er septembre. Le choix non du monarque mais de la forme monarchique résultait, lui, d'un référendum qui avait vu son adoption plébiscitée à 79 %. La forme républicaine était alors minoritaire en Europe. Le *« siècle des rois »* s'acheva avec la Grande Guerre (où les monarchies scandinaves étaient restées neutres).

Les sondages publiés au lendemain de la mort d'Harald V créditent la monarchie de 72 % d'opinions favorables.

Les différences entre les deux modèles, monarchique et républicain, encore très vives, avaient commencé à s'estomper à Stockholm. Le dernier roi commun à la Suède et à la Norvège jusqu'en 1905, Oscar II, fils du maréchal béarnais, passait pour « républicain » À nouveau aujourd'hui la presse scandinave salue en Harald V *« le roi à la fois des royalistes et des républicains »*. Les sondages au lendemain de sa mort créditent la monarchie de 72 % d'opinions favorables. C'est un rebond, car le pourcentage était tombé à 60 % en février après la révélation de multiples scandales. Parmi ceux-ci, l'affaire Epstein. La nouvelle reine, Mette-Maritt, a été en relation avec le délinquant sexuel. La comparaison avec le destin du frère du roi Charles III, le prince Andrew, devenu Mr Mountbatten-Windsor, est venue à l'esprit.

Une dynastie liée par l'histoire au Royaume-Uni. – La Norvège regarde beaucoup vers sa voisine de l'autre côté de la mer du Nord. Le défunt roi Harald V partageait avec la défunte reine Élisabeth II le fait d'être tous deux des arrière-petits-enfants du roi Édouard VII (qui a régné de 1901 à 1910). Or le choix du premier roi de Norvège en 1905, le fils cadet du roi de Danemark Frédérik VIII, descendait également du roi britannique par sa mère, Maud de Galles, propre fille de celui qui n'était encore que le prince de Galles, fils et prince héritier de la reine Victoria.

Par leur longévité, Harald et Élisabeth étaient marqués par leur expérience de la Seconde Guerre mondiale ; leur vision du monde et de l'Histoire s'est forgée à ce moment-là. La Victoire de 1945 à Londres, la libération de l'occupation allemande (et de l'affreux régime collaborationniste de Quisling) à Oslo, ont rassemblé dans un enthousiasme sans précédent les deux populations autour de la Couronne. Or c'est le même roi qui avait ceint celle-ci en 1905 qui mena la résistance depuis Londres puis rentra triomphalement dans son pays : Haakon VII qui régna jusqu'en 1957 ! Soit un règne de cinquante-deux ans, il est mort à 85 ans. En 1957, le prince héritier n'était autre que le futur roi Harald V qui vient de décéder. C'est dire que la dynastie n'en est en cent vingt et un ans qu'à l'intronisation de son quatrième titulaire.

C'est un avantage apprécié de tout un peuple mais qui comporte également des contreparties. Contrairement aux monarques néerlandais, luxembourgeois, belge, danois, et même japonais, mais ▶

comme Élisabeth II, le roi Harald V, dans un état de santé déplorable au moins depuis trois ans, a toujours refusé d'abdiquer. Aucun de ses prédécesseurs ne l'a fait. Son successeur promet d'aller jusqu'au bout de son règne, ce qui pourrait nous conduire au-delà de 2050. Sa fille, princesse héritière, actuellement célibataire et étudiante, aurait presque atteint la cinquantaine. Famille ou pas famille ?

L'ancrage national de la Couronne. – Le défi du règne de Haakon VIII sera celui de sa propre succession, et dès maintenant celui de son extrême solitude. Son épouse n'a qu'une espérance de vie limitée. Les monarques régnants du Danemark, de Suède, du Royaume-Uni, ont tour à tour dans les deux dernières années réduit l'acception de « famille royale » au strict minimum, dépouillant les branches collatérales de leurs devoirs de représentation. Haakon VIII n'a guère le choix. Il n'a qu'une sœur, Martha-Louise, troisième dans l'ordre de succession, qui a défrayé la chronique en épousant un chaman afro-américain, et s'est retirée de tout rôle public. Les trois filles de celle-ci, issues d'un premier mariage, figurent en quatrième, cinquième et sixième positions.

Outre sa fille aînée, le roi a un fils de vingt ans, Sverre Magnus, deuxième dans l'ordre de succession, qu'on a vu de plus en plus en public. Mais tout cela est encore fort incertain, fluctuant. La perspective d'un roi veuf à son accession au trône a un précédent, son grand-père, Olav V, entre 1957 et 1991. Sans rappeler le veuvage de la reine Victoria et l'interminable attente du prince de Galles, le futur Édouard VII, auquel la monarchie norvégienne actuelle doit ses origines modernes, cette idée n'est pas emballante.

Or la monarchie a une valeur existentielle pour la Norvège, particulièrement du fait même de la séparation dont elle est issue. Second Haakon depuis 1905, le nouveau roi se veut pourtant le huitième d'une histoire que l'on fait remonter à l'an 872. Le Premier ministre a affirmé que la personne de Harald V est ce qui a encouragé la Norvège à exister en tant que telle, comme nation, à travers son « grand-père ». On peut ajouter : d'exister pleinement « à part », hors de l'Union européenne, après deux référendums négatifs.

Un sondage au lendemain du décès du roi faisait état d'un large écart entre partisans de l'UE et adversaires : 47,7 % contre l'adhésion contre 31,5 % en faveur. Le vote islandais (lire page 10) s'il avait été positif, aurait peut-être interrogé ; à l'inverse, le refus islandais de rouvrir les négociations conforte les Norvégiens dans leur attitude.

Un dernier mot : la confrontation avec la Russie, pays frontalier à l'intérieur du cercle polaire, a mis en valeur l'importance du roi comme chef des armées et grand amiral. Prince héritier, Haakon, a marqué sa présence physique sur le terrain. La princesse héritière a fait ses classes. ■

Dynasties

Focus sur le sultanat d'Oman



SOURCE : OMAN NEWS AGENCY.

Haïtham ben Tariq Al-Saïd, sultan d'Oman, en compagnie de son épouse Ahad bint Abdellah bin Hamad Al-Busaidiyah.

La dynastie des Bushaïri (ou dynastie Al Saïd) règne sur Oman depuis 1744. Le fondateur, Ahmed ben Saïd al-Bushaïri, fut comme ses prédécesseurs élu imam selon les règles de l'ibadisme qui s'était distingué dès les débuts de l'Islam par son refus de toute lignée héréditaire, postulant que n'importe qui pouvait être élu imam. L'ibadisme trouve sa source dans les conflits de succession entre la famille d'Ali, beau-fils du prophète, auquel l'imamat devait revenir comme de droit, et ceux qui suivirent les divers califes, omeyyades, abbassides ou même seldjoukides et ottomans.

Oman se prévaut d'être le premier royaume à avoir épousé l'Islam du vivant même du prophète, les fils du roi Julanda ayant rencontré le Prophète en personne à La Mecque. Oman refusera de prendre parti entre chiites et sunnites et ne reconnaîtra aucun imam que le sien propre désigné par voie d'élection. Les ibadites, qu'on trouve également dans quelques parcelles en Afrique du Nord (Mzab saharien, Djerba tunisien et Nefoussa libyen), furent ainsi dénommés *« les démocrates de l'Islam »*.

Jusqu'à la mort du premier Bushaïri, Oman était un territoire à l'intérieur des terres, avec Rushaq pour capitale. En 1775, son petit-fils Hamad (1779-1792) transfère la capitale à Mascate, qui marque le début de l'expansion dans tout l'Océan indien. La rupture avec l'imamat ibadite avait été scellée par la succession devenue héréditaire dans la famille régnante. Une survivance symbolique persistera jusqu'à l'intronisation du sultan actuel en 2020. Jusqu'alors, la désignation du successeur faisait l'objet d'une consultation au sein de la famille (environ 80 personnes). Or le nouveau sultan Haïtham ben Tariq ne tarda pas à désigner son fils aîné, Theyazim, né en 1990, comme prince héritier puis le nomma vice-Premier ministre chargé des questions économiques. Son second fils, Bilarab, né en 1995, entra au gouvernement comme gouverneur de Mascate.

L'imamat ibadite a-t-il pour autant disparu ? Il n'y a pas de théologie ou de doctrine ibadite foncièrement différente du corpus central du sunnisme (au moins en Oman). Des spécialistes (Pierre Cuperly dans une thèse de 1982) ont étudié un ibadisme plus identitaire en Afrique du Nord où il n'y avait pas d'enjeu politique comme en Oman. Les fidèles qui se disent ibadites et ceux qui se disent sunnites, considérés par les statistiques comme à peu près équivalents en nombre en Oman (45 % chacun), fréquentent les mêmes mosquées. Quelques rares tentatives de résurrection de l'imamat (en 1954) ont fait long feu. En 1975, le sultan Qabous avait nommé un grand Mufti de 33 ans, né à Zanzibar (où il était resté jusqu'à la révolution de 1964), Ahmed al-Khalili (*« un grand Mufti hors normes »*, son portrait dans *Orient XXI,* octobre 2022, par Pierre Bernin), toujours en fonctions.

Cette position unique en son genre historiquement au sein du monde musulman n'est pas sans favoriser le rôle fréquent de médiation dévolu au sultan omanais. Elle explique qu'à aucun moment le sultanat d'Oman ne peut être qualifié d'« émirat », contrairement à ses voisins du Golfe, ni son monarque, qui n'a jamais pris le titre de « roi » (tels récemment Bahreïn et Koweït), ne saurait se comparer à un « émir ». Elle coïncide aussi avec sa situation géographique intermédiaire aux confins du monde arabe, de la Perse et des Indes. ■

M. -J. Y.

Brèves royales

La succession impériale au Japon

■ **17 juillet. Tokyo. –** La Diète japonaise a adopté une loi de succession impériale qui modifie les dispositions en vigueur dans la constitution de 1947. Celle-ci avait restreint la succession aux descendants mâles de l'empereur Taïshō, Yoshihito, fils de l'empereur Meiji, qui régna de 1912 à 1926, père de l'empereur Hirohito, qui avait trois frères dont deux sans descendance. Elle avait également interdit l'adoption.

La nouvelle loi revient sur cette interdiction, à titre exceptionnel, au profit des onze branches collatérales exclues en 1947 qui regroupaient alors une cinquantaine de personnes. L'adoption ne serait possible qu'au profit de mâles de plus de quinze ans, célibataires, sans enfants. Les intéressés ne seraient pas eux-mêmes inclus dans la ligne de succession mais seulement leurs futurs enfants mâles, lesquels auraient reçu une éducation princière à la différence de leurs parents devenus roturiers depuis 1947. S'ils étaient une cinquantaine en 1947, aujourd'hui, au total, à peine une dizaine d'individus seraient concernés.

Les branches reconnues remontent à une période où coexistaient deux « cours » au nord et au sud, au XIV^{e} siècle, de l'empereur Suko (1334-1398), de la famille Fushimi, du nom du 92^{e} empereur (1287-1298) dont les descendants régnèrent sur les deux cours réunifiées. L'empereur Hirohito avait épousé une descendante issue de cette branche. L'empereur actuel, son petit-fils, Naruhito, est le 126^{e} dans cette chronologie officielle.

Le Parlement ne s'est pas vu proposer l'abolition de la loi salique qui ne date que de 1947. Le Japon a pourtant connu neuf impératrices, la dernière ayant régné de 1762 à 1771. La situation est différente aujourd'hui, la crainte étant qu'à la faveur de mariages avec des étrangers *« aux yeux bleus »*, inimaginables par le passé, la Maison impériale perde son caractère national. La nouvelle loi a néanmoins prévu que les filles mariées de la famille ne perdent pas leur statut de princesses impériales.

La succession actuelle repose sur un seul descendant mâle, neveu de l'empereur actuel, le prince Hisahito, qui vient de fêter ses vingt ans le 6 septembre.

Fin de la loi salique au Liechtenstein

■ **15 août. Vaduz. –** Lors de la fête nationale, le prince héréditaire Aloïs, 58 ans, régent depuis 2004 (son père le prince Hans-Adam II, 81 ans, demeurant officiellement prince régnant), a annoncé que le Conseil de famille, statuant à la majorité des deux tiers (on compte environ 120 princes et princesses de Liechtenstein, mais tous n'ont pas de droit de vote), a adopté la réforme de la succession abandonnant la loi salique pour la règle de primogéniture absolue. Désormais, l'aîné, fille ou garçon, sera pleinement reconnu comme héritier. La réforme ne s'appliquera qu'aux enfants à naître, en principe du futur prince héritier, actuellement Joseph, 31 ans, aîné d'Aloïs.

Alors que toutes les familles régnantes européennes ont ainsi abandonné la loi salique, deux donnent encore la préférence masculine, à savoir qu'une fille passe après ses frères, quel que soit son âge : l'Espagne et Monaco.

Nécrologies



■ **27 août. Fort Portal. –** Annonce du décès aux États-Unis de l'Omukama du royaume de Toro, Oyo Rukidi IV, 34 ans, qui avait été investi à l'âge de trois ans à la mort de son père Olimi III décédé en 1995, roi depuis l'indépendance de l'Ouganda en 1965 (à travers un long interrègne de 1967 à 1993 où les quatre royaumes traditionnels, avec le Buganda, le principal, le Bunyoro et le Busoga, avaient été supprimés puis constitutionnellement rétablis). Le royaume de Toro, frontalier de la République démocratique du Congo (Ituri) entre les lacs Albert et Édouard, est l'un des plus petits. Environ huit millions d'Ougandais s'en réclament. Le 5 septembre, le comité de succession royale, composé de 21 membres, a désigné son cousin, issu d'un frère cadet du roi Rudiki III, George Desmond Kamurasi, 36 ans. La décision a été contestée le 9 septembre au sein du clan royal, ce qui ouvre une crise de succession.

■ **28 août. Oslo. –** Décès du roi Harald V de Norvège, 89 ans. Son fils, 53 ans, lui succède sous le nom de règne de Haakon VIII (lire pp. 21 et 22). Sa fille aînée, Ingrid-Alexandra, 22 ans, devient princesse héritière. La cérémonie funéraire a été célébrée, le 9 septembre, dans la cathédrale d'Oslo.

MARIE-JO YORK.

La Maison de France

Communiqués de Mgr le comte de Paris

Mgr le comte de Paris a fait paraître plusieurs communiqués au cours de cet été.

■ **Les incendies.** *Face aux terribles incendies qui frappent actuellement notre pays, j'adresse mes pensées les plus sincères à toutes les personnes qui en sont victimes, comme à celles contraintes de quitter leur foyer pour sauver leur vie. Je veux saluer avec une profonde reconnaissance le courage des sapeurs-pompiers, des forces mobilisées, et parmi elles les agriculteurs, ainsi que l'engagement des municipalités et de l'ensemble des collectivités qui œuvrent avec détermination à la protection et au secours des populations. Dans cette épreuve, puisse la solidarité de tous aider à la reconstruction.*

■ **Hommage au roi Harald V de Norvège.** *C'est avec une profonde tristesse que j'ai appris la disparition de Sa Majesté le roi Harald V de Norvège. Tout au long de son règne, le Roi aura incarné avec constance le sens du devoir, la dignité de la fonction royale et son attachement indéfectible au peuple norvégien. En ce moment de deuil, mes pensées vont à Sa Majesté la Reine Sonja, à la famille royale de Norvège ainsi qu'à l'ensemble du peuple norvégien.*

■ **Hommage à Édouard Balladur.** *L'ancien Premier ministre Édouard Balladur est décédé ce 31 août 2026. L'ayant rencontré à quelques reprises, dont récemment à Paris, je garde de lui le souvenir d'un homme de cœur, enraciné dans notre histoire, agissant toujours pour le bien de la France et des Français. Lors de nos échanges, son expérience et sa ferme volonté me poussaient toujours un peu plus dans mes engagements au service du pays. [...]*

■ Dans le cadre du 800^{e} anniversaire du sacre de Saint Louis, la Famille de France a assisté, le 22 août, aux Fêtes de la Saint-Louis à Aigues-Mortes (Gard). Dans la cité fondée vers 1240, cette journée fut l'occasion de célébrer avec ferveur la mémoire du roi et de faire vivre, le temps d'une fête, l'histoire de cette ville intimement liée à la Maison de France.



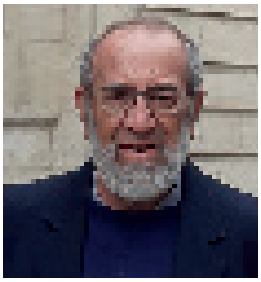
VILLE DE SAINT-GILLES.

■ En famille, Monseigneur le comte de Paris a assisté en famille à la cérémonie organisée, le 4 septembre, à l'abbatiale de Saint-Gilles (Gard), à l'occasion de la remise d'une relique de Saint Louis. Conservée dans la famille Beaux d'Albenas, cette relique a rejoint l'abbatiale, huit siècles après le passage du roi Louis IX à Saint-Gilles.

■ Représentant le chef de la Maison de France, Monseigneur le duc d'Angoulême a assisté à la cérémonie organisée au Trocadéro, le 5 septembre, pour les 400 ans de la Marine nationale. Un moment fort, placé sous le signe de l'Histoire et de la transmission, rappelant la bataille de la Chesapeake, victoire navale française décisive pour l'indépendance américaine.

Éditorial

D.R.



Par François Gerlotto

Le prix de nos renoncements

L'année 2026 aura été une année d'anthologie, *« collector »* comme on dit maintenant, pour ce qui touche à l'environnement : nous avons vécu les incendies de forêt les plus destructeurs, les canicules les plus chaudes et surtout les plus longues, les inondations les plus dévastatrices suivies de la sécheresse la plus étendue de l'histoire récente de notre pays. Et nous avons (re)découvert à quel point nous ne nous étions pas préparés à ces risques pourtant annoncés depuis des décennies.

Mais ça y est, nous savons maintenant ce que *« changement climatique »* veut dire. Il ne s'agit pas, comme beaucoup avaient l'air de le penser, d'une simple translation de 2 degrés de la température quotidienne *« toutes choses égales par ailleurs »*, mais de bouleversements chaotiques, qui nous font vivre en permanence des situations extrêmes, des tempêtes cataclysmiques, des anticyclones bloqués au-dessus de nos têtes, avec leur lot de précipitations excessives ou de sécheresses prolongées, d'étés caniculaires et potentiellement d'hivers glacials (que nous n'avons pas encore expérimentés). Ce qui s'accompagne de conséquences tragiques, comme ces incendies de plus en plus étendus, jusque dans le nord de notre pays où ils étaient inconnus ou, plus insidieuses mais tout aussi dévastatrices, ces pénuries d'eau qui ont vidé nos rivières.

Tout cela avait été décrit avec précision dans les modèles du GIEC, qu'autant les responsables politiques que les patrons de l'économie mondiale ont régulièrement jetés au panier, pour pouvoir continuer à émettre des gaz à effet de serre pour ceux-ci, ou pour ne (presque) pas bouger pour ceux-là. Paul Jorion dans un ouvrage hélas prophétique avait écrit il y a dix ans (1) : *« Maintenir en état la planète aurait dû être considéré comme une exigence essentielle. En tirer le maximum de profit dans le minimum de temps est au contraire le moyen que nous avons choisi pour la rendre invivable à brève échéance. »*

Nous y sommes. Qu'au moins la preuve de la réalité du changement climatique nous aide à prendre les bonnes décisions. Et d'abord à redoubler d'efforts pour réduire au plus vite notre pollution et nos émissions de carbone, faute de quoi ce ne sera plus à des situations extrêmes bien connues que nous aurons à faire face, mais à un changement complet du climat de la planète dont nous savons qu'il nous sera invivable, au sens littéral du terme. En serons-nous capables ? On peut en douter, si l'on en croit un précédent révélateur : en 2019, nous avons vécu la pandémie de Covid, un épisode lui aussi lié indirectement au changement climatique. Nous n'étions pas préparés non plus, nous avons dû improviser dans l'urgence, en découvrant incidemment que les professions les plus indispensables à notre survie étaient celles qui étaient aussi les plus dédaignées, ces métiers de l'entretien, du transport, de la distribution, les professions de santé que nous applaudissions tous les soirs depuis nos fenêtres.

Nous pensions avoir bien compris, et tout allait changer, plus rien ne serait comme avant, nous allions changer de mode de vie et revoir nos priorités ! Sept ans après, il faut bien admettre qu'il s'agissait de promesses d'ivrogne, car sitôt les conditions redevenues normales, nous avons repris nos habitudes destructrices, qui nous mettent face aux mêmes carences, aux mêmes imprévoyances, au même comportement méprisant face à « ceux qui ne sont rien » et qui font tout. Avec les mêmes effets : faute d'avoir profité du temps où l'on pouvait prévoir et prévenir, nous voici devant celui où il nous faut nous adapter. Or même cette adaptation, nous n'avons pas réussi à l'anticiper, et nous avons découvert jour après jour nos infrastructures inutilisables, nos centrales nucléaires arrêtées faute de refroidissement possible, nos transports paralysés, nos écoles, nos hôpitaux et nos EHPAD sans climatisation, etc.

Ce que nous avons vu aussi, c'est un environnement qui souffre : forêts, rivières, plaines et montagnes subissent le même climat extrême, mais sans pouvoir s'en protéger. Combien d'arbres détruits (et pas seulement par les incendies), d'animaux sauvages disparus, de systèmes aquatiques irrémédiablement endommagés ? Or sans ces éléments naturels, c'est tout le monde dans lequel nous vivons qui est en danger de mort. La vraie priorité est peut-être là.

Que faire ? Prendre l'adaptation de notre pays et de ses infrastructures très au sérieux, en faire notre priorité numéro un, et pour cela revoir de fond en comble toutes nos règles administratives, nos projets politiques et nos budgets. Réfléchir, légiférer, investir sur le temps long (au moins sur plusieurs décennies). Ne pas se contenter d'agir pour notre confort humain, mais considérer l'environnement dans son ensemble, comme un tout indivisible. Pourra-t-on y arriver ? Pas sûr, si l'on note que toutes les catastrophes de cet été sont déjà sorties de la mémoire des médias, qui ne s'intéressent plus qu'aux innombrables candidats à la présidentielle. Citons encore Paul Jorion, en espérant que cette fois-ci il se trompe : *« Mon objectif ici n'est pas de convaincre que le genre humain est menacé d'extinction : je considère la chose comme acquise. »* ■

(1). Paul Jorion. *Le dernier qui s'en va éteint la lumière.* Fayard, 2016.

Sommaire

Pages 2 à 4 : La Politique
Quand le pire devient certain. – Lutte contre la fraude en trompe-l'œil. – Sur le mur de Jean Chouan. – Les communicants, satrapes du déclin de la politique.

Pages 5 à 7 : La Nation française
Vers le clap de fin pour la recherche scientifique ? – L'affaire Lyhanna au-delà des polémiques. – Au RN, renoncement ou austérité ? – Les trente ans de l'IGP « mirabelle de Lorraine ».

Pages 8 à 10 : Les Chemins du monde
Recherche d'équilibre au Proche-Orient. – L'Allemagne, l'homme malade de l'Europe ? – La dame de Reykjavik. – Les Faits marquants.

Page 11 : Actualités - Événements
Mercredis de la NAR. – Autres événements.



Pages 12 et 13 : Entretien
La fabrique du fascisme à l'italienne.

Pages 14 à 17 : Les Idées et les Livres
Polony, la France, l'audace et… la présidentielle ? – Un socialisme moral. – Un destin à part. – Comprendre la RDA. – Quelle identité ?

Pages 18 à 20 : Les Lettres et les Formes
Nous n'avions qu'un seul Paul Nizan. – L'événement Céline Dion. – Madeleine de Sinéty : Un village breton dans les années soixante-dix. – Alimenter ou nourrir.

Pages 21 à 23 : La Voie royale
Les défis du roi Haakon VIII. – Brèves royales. – Focus sur le sultanat d'Oman. – Brèves royales. – La Maison de France.

Page 24 : Éditorial
Le prix de nos renoncements.